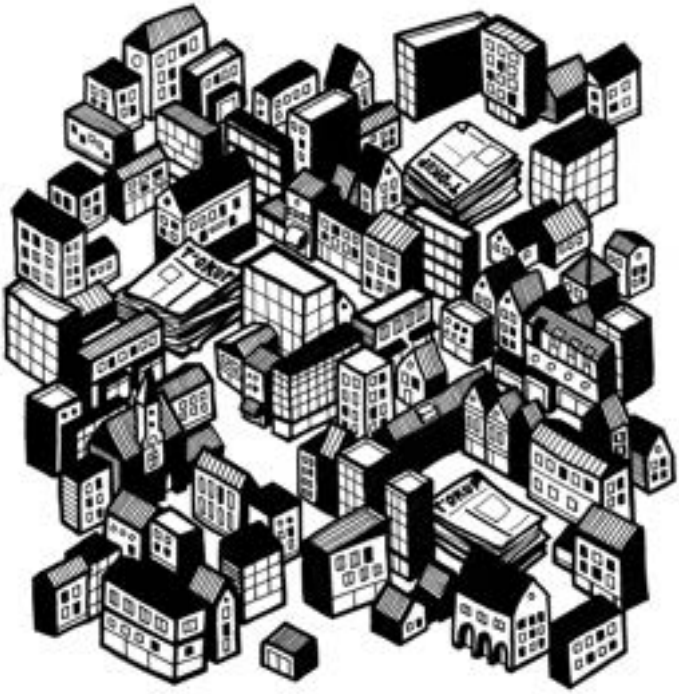
n° 96 t'okup

Été 2021 Lausanne

Rien ne se perd, tout se recycle… peut-être



20 ans de *T'okup!*
Numéro final de bilan

couverture : illustration originale (2021)

- Du *Journal du Rézô* (1993-1999) au *T'Okup!* (2000-2020) 5
- La forme : simple, régulier, facile à distribuer 7
- Papier vs/ électronique ? 7
- Fonctionnement 9
- Ligne éditoriale et contenu 10
- Le casse-tête de l'agenda 11
- L'infokiosk et les éditions T'Okup! 12
- Un supplément, *le Négatoscope* 13
- Évolutions de la formule de base : améliorations graphiques, mais complexification et perte de la régularité fondatrice 13
- Autres évolutions : scène plus morcelée, positions plus arrêtées et diffusion plus large de certaines luttes 15
- Bilan : informer et relier 15
- Laisser des traces 17
- Et après ? 18
- Bibliographie 20
- Quelques couvertures 25

Couverture du *Journal du Rézô*, N°2, 1993

Du *Journal du Rézô* (1993-1999) au *T'Okup!* (2000-2020)

Entre 1993 et 1999, paraissent une vingtaine de numéros du *Journal du Rézô*[1]. Comme son nom l'indique, l'idée est de mettre en réseau les différents groupes et individu·es « qui bougent » à Lausanne à cette époque[2]. La revue cherche à politiser cette mouvance qui a la contestation à fleur de peau mais n'a pas l'habitude de s'organiser. Les thèmes traités reflètent les luttes de l'époque (logement, spéculation, urbanisme, culture alternative, anticarcéral, antinucléaire, écologie, antimilitarisme, antiracisme et antifascisme, asile, chômage, toxicomanie, handicap, affichage libre,…). Les articles relatent autant la vie de l'ALJF (association pour le logement des jeunes en formation) que la lutte pour un Sleep-in autogéré, les squats, la grève à l'unil de 1997. On peut trouver côte à côte un communiqué de sabotage et une présentation de la Banque alternative ! Malgré ces positions variées, les contacts sont nombreux dans cette petite scène. On se croise au marché, au café ou en soirée, on échange (et on se prend la tête) lors de débats. À cheval entre plusieurs groupes et générations, certaines personnes font office de ponts entre des réalités qui ne se rejoignent pas toujours immédiatement et contribuent à unifier les forces pour les actions et les manifs. Le *background* commun est le rejet de la morne grisaille helvétique des années 1980-1990, celle des fiches et du blanchiment d'argent, du propre en ordre et de la religion du travail. Recroquevillée sur elle-même, la société d'alors est peu multiculturelle, la vie nocturne presque inexistante et la police obnubilée par la chasse à la fumette. Derrière le Cervin, les montres et le chocolat, la Suisse aussi a ses pauvres et ses contestataires, nous !

Parfois un peu brut de décoffrage, le vocabulaire du *Journal du Rézô* est moins contrôlé qu'aujourd'hui. On discute peu du contenu des contributions, qu'on est déjà bien content·es de recevoir de personnes ou de groupes pas toujours à l'aise avec l'écrit. De toute façon, les textes relèvent de la responsabilité de qui les écrit et reflètent la diversité idéologique affichée du *Rézô*. L'important est que ça bouge et de créer une masse critique pour ne pas se faire écraser comme l'a été Lôzane Bouge au début des années 1980, dont la féroce répression a laissé beaucoup de protagonistes sur le carreau (suicide, héroïne, exil, pychiatrie, etc).

Une chance est de pouvoir compter sur de nombreuses illustrations originales. Celles-ci se placent le plus souvent sur le registre de l'humour et de la dérision, pour dénoncer l'État fouineur, la répression, les politiques de la municipalité rose-verte, les politichiens (selon le terme consacré de l'époque).

Les principales difficultés sont (déjà !) de recueillir les contributions et de les mettre en page. On en est aux balbutiements de la PAO (production assistée par ordinateur).

---

1. Numéros 0 (mai 1993) à 18 (automne 1999). Dès le n° 15 (été 1998), le journal prend le nom d'*Info-Rézô*.

2. En allusion au mouvement Lôzane Bouge, dont il reste alors quelques relents sur les murs de la ville, ainsi qu'une publication posthume : Anne-Catherine Menétrey et le « Collectif de défense ». *La vie… vite : Lausanne bouge 1980-1981, une chronique*. Éditions d'En Bas, 1982.

L'apprentissage sur le tas de QuarkXPress (plus tard détrôné par InDesign, ou Scribus en logiciel libre) se fait chez les rares camarades qui ont un ordinateur personnel. La résolution et la qualité d'impression sont médiocres et nos connaissances se limitent à peu près à basculer un bloc texte ou une image. Une partie de la maquette se fait encore à la main, particulièrement pour découper et insérer les illustrations, qu'il faut parfois redimensionner préalablement avec une photocopieuse. Par contre, la riso permet d'imprimer nous-mêmes sans connaissances pointues et à bas coût. Comme ces machines sont chères à l'achat et à l'entretien, on profite de contacts officieux pour avoir accès discrètement à prix coûtant à celles de groupes plus institutionnels.

Le format choisi au début est hors norme (plus grand que A5 pour avoir un peu de place, mais plus petit que A4 pour que ce soit plus facile à transporter), obligeant à découper artisanalement des bandes sur les deux bordures. Pas très écologique tout ça, et un peu moins drôle après quelques numéros, ce qui conduira à passer au format A4 dès le numéro 10 en 1995.

Mais l'aspect le plus fastidieux est de vendre le journal autour de nous pour rembourser l'impression, puisque que nous n'avons jamais fonctionné à la manière de ces groupuscules gauchistes officiellement ou officieusement pyramidaux, où la vente des revues et la distribution de tracts constitue un rite de passage auquel sont collées les nouvelles recrues. Pour ce qui nous concerne, même avec quelques personnes dévouées, la vente n'est pas le meilleur moyen d'avoir une large diffusion. À plus forte raison en soirée, où on a plus de chance de croiser des attroupements de personnes plus ou moins concernées, mais qui préfèrent garder leur monnaie pour boire une bière de plus (s'il y a une continuité depuis le début de la lutte des classes, ça doit bien être sur ce point). *Le Journal du Rézô* est par ailleurs disponible dans différents lieux (infokiosk, librairies ou autres échopes amies,…) et certains groupes membres du Rézô comme l'ALJF le distribuent dans leurs propres cercles et maisons.

Au tournant du millénaire, avec la conflictualité autour de l'espace autogéré (quatre occupations et trois expulsions entre 1993 et 2000), la multiplication de squats portant des revendications dépassant la simple question du logement, ainsi que l'élargissement de positions féministes, anticapitalistes, extra-parlementaires et auto-organisationnelles au travers des luttes antimondialisation, on sent qu'il faut passer à autre chose. Le propos doit être plus politique et la forme de la publication simplifiée. Il paraît qu'à Berlin sort un journal (*Interim*) qui aligne sans mise en page particulière des infos sur ce qui se passe de militant dans la ville. Cela nous semble une idée intéressante et c'est ainsi que naît le *T'Okup!, Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-altern@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc.* (avec quelques variantes dans les sous-titres selon les époques et les numéros). Le nom combine, de façon peut-être cryptique, l'inscription dans le mouvement squat (tu occupes) et l'injonction « Occupe-toi de tes affaires » (et surtout sa négation). Au gré des inspirations du

moment, il est sujet à toutes sortes de petites variantes graphiques ou syllabiques (Tok^{UP}, Ku-TOP, …) pour se jouer de son propre nom, qui importe peu.

La forme : simple, régulier, facile à distribuer

L'idée de départ est de faire au plus simple pour faciliter la réalisation et la distribution et pouvoir réaliser nous-mêmes toutes les étapes, dans la pure tradition DIY (*do it yourself*) de l'autonomie et du refus de la délégation. Feuille d'information et de mobilisation plus que de réflexion, la régularité doit primer, en assumant la contrepartie d'être souvent trop sommaires. L'impression se fait toujours en riso. La taille est standard et le nombre de pages minimum, soit un A4 recto-verso (2 pages) ou un A3 plié en deux (4 pages). Cela évite de devoir assembler des pages à la main. Seul le pliage est automatisé dans la logistique à laquelle nous avons accès, quand la machine veut bien se montrer coopérante.

Cette fois-ci, le nouveau journal est gratuit pour permettre une distribution plus systématique, au-delà de qui veut bien l'acheter par réel intérêt ou par geste de solidarité. Il doit être présent dans les différentes maisons, aux bouffes hebdomadaires à l'espace autogéré, pouvoir se distribuer d'office à l'entrée des concerts, projections et débats, etc. S'il n'est pas lu sur le moment, il se prête facilement à être plié en quatre dans la poche pour reprendre la lecture tranquillement le len-demain aux chiottes, lieu idéal pour méditer sur la société passée, présente et future.

Il s'adresse au milieu alternatif pour faire circuler les infos, mais aussi à un public plus large, au moins en théorie. Comme on n'a jamais installé des caissettes sauvages, distribué dans les halls de gare ou inondé les salles d'attente des offices régionaux de placement, le « grand public » n'est en définitive effleuré quasiment que pendant les manifestations de rue. Et encore, pour autant de ne pas distribuer qu'à l'intérieur de la manif. Mais au moins, il y a l'idée de compenser au moins un peu le fait que les prises de paroles publiques et le scansion de slogans ne sont pas nos domaines de prédilection.

Papier vs/ électronique ?

Au tournant du millénaire, on n'en est qu'aux débuts de la « démocratisation » du web. Les smartphones (qui n'ont de smart que le nom) n'existent pas. Qui parmi nous a un téléphone portable à d'autres fins que pour des actions précises est la cible de railleries appuyées. Les avis divergent à l'espace autogéré pour savoir s'il faut monter un site web ou si ce serait se plier à une injonction de la modernité, sur des outils et des infrastructures dont le contrôle nous échappe largement.

Pour le *T'Okup!*, l'intérêt d'une mise en ligne est beaucoup plus immédiat, même si le but premier reste la proximité que permet la distribution de main à main. Les numéros successifs sont mis en ligne sous la rubrique « Infokiosk » du site de l'espace autogéré, avec plus moins de diligence selon qui fait la maquette, qui connaît la procédure, etc. Les premiers numéros sont publiés en html (pas fidèles à la

Façade d'un squat (Sauges, Lausanne), 2006

mise en page de la version imprimée), puis sous la forme plus satisfaisante de PDF.

Par contre, le journal n'est pas réfléchi pour une véritable utilisation électronique, avec par exemple des index ou des possibilités de recherche dans la collection. Sans même parler de conservation électronique à plus long terme (combien d'adresses introuvables, de sites disparus ou illisibles autour de nous après seulement quelques années ?). Le manque de connaissances en PAO et en informatique en général couplé à la dépendance à des hébergeurs externes n'aide pas non plus. Pendant plusieurs années, plus aucun numéro n'a pu être mis en ligne au-delà du n° 81 (2010), en raison d'un problème technique avec l'hébergeur squat.net. Bien que parfois évoquées, des solutions alternatives ne se sont jamais concrétisées, ne serait-ce que de publier chaque nouveau numéro sur A-infos, Indymedia, ou plus tard sur Renversé.

Fonctionnement

Pour éviter les ambiguïtés, la règle est que les textes soient signés, même de façon fantaisiste, mais il est rarissime qu'apparaissent des noms individuels. La publication est totalement pirate, il n'y a pas de numéro de contrôle (ISSN) ni de responsabilité éditoriale autre que la mention Infokiosk/Espace autogéré dans l'adresse postale. Cela reflète le vieux principe « nous sommes tout·es responsables », ciment du collectif et protection contre la répression, voire l'auto-censure. L'administration est réduite au minimum, toute l'énergie est mise dans la réalisation concrète. Bien évidemment personne n'est payé·e. Pas de recherches de fonds nécessaires, les faibles coûts d'impression sont pris en charge par l'espace autogéré (c'est-à-dire principalement par le bar). Pas de distribution en kiosque, l'idée n'a même jamais été évoquée.

La formule abonnement est tentée pour le principe, mais le nombre d'abonné·es reste insignifiant, tout en posant des problèmes organisationnels. Avec le temps, l'envoi postal finit par se limiter à quelques infokiosques, bibliothèques et publications amies. Une distribution « radiculaire » se fait néanmoins entre les villes (parfois aussi à la campagne) et au-delà des frontières sur le modèle rôdé de la *punk post*. Chaque déplacement dans une autre ville est l'occasion d'amener une pile de journaux dans les hauts lieux ou les arrières-boutiques de la scène locale respective et de repartir avec leurs publications en échange sous le bras. Les revues et brochures voyagent aussi avec les distros qui vont de concerts en salon du livres, et avec les tables de presse qui accompagnent souvent les groupes de musique dans leurs tournées. Et occasionnellement par la poste officielle avec des timbres encollés pour pouvoir les réutiliser.

Le tirage des premiers numéros est de 1'000 exemplaires (soit probablement au moins le double du *Journal du Rézô*), parfois plus en cas de mobilisations importantes. La formule *do it yourself* en riso donne un rendu très moyen, en noir et blanc, mais c'est largement suffisant pour une publication dont le graphisme n'est pas la priorité. Et par rapport à une qualité plus soignée qui pourrait être obtenue

par une impression professionnelle, la riso permet de retirer des exemplaires à la dernière minute en cas de nécessité. Il faut admettre à ce propos que nous avons parfois surestimé nos capacités de distribution, en témoignent de vieilles piles ayant longtemps traîné dans les coins à l'espace autogéré ou ailleurs. Encore une tare récurrente dans nos milieux : toute l'énergie est mise dans la production, puis on en a plus pour la diffusion. Ou alors on distribue tout et on ne pense pas à en garder un pour la postérité.

Ligne éditoriale et contenu

Émanation de luttes locales, le *T'Okup!* traite de la vie de la scène lausannoise, mais relaie aussi des choses qui se passent ailleurs, en Suisse ou à l'international. Le contenu est surtout informatif. Il est majoritairement composé d'appels à mobilisations et de communiqués, pré-existants ou rédigés pour l'occasion, plus rarement reproduits depuis d'autres sources. Les textes se terminent généralement par des slogans, certes éculés mais toujours nécessaires vu le monde dans lequel nous vivons. C'est un peu le B.a.-ba de l'éducation militante. Heureusement, de temps en temps quelques textes qui sortent de la simple chronique du milieu viennent amener un peu de piquant[3].

La répétition continuelle de certains sujets pourrait sembler caricaturale si elle ne correspondait à la réalité de terrain (par exemple le fichage et le harcèlement policier contre les milieux alternatifs et les migrant·es, ou les partis-pris journalistiques justifiant d'avoir nos propres publications). Malgré tout, le *T'Okup!* couvre un éventail assez varié de thématiques, grâce au fait que de nombreux collectifs y participent. Les contributions les plus régulières viennent non seulement de l'espace autogéré et des maisons occupées, mais aussi des groupes féministes, de l'association de défense des chômeuses et chômeurs (ADC), du groupe antirépression (GAR), des coordinations anti-OMC locale ou nationale, des collectifs de soutien aux migrant·es et aux sans-papiers, des *critical mass* et autres reclaim the streets et de groupes divers et variés, durablement constitués ou plus éphémères.

Il n'y a de ligne éditoriale que dans le sens où les textes ne doivent pas contrevenir à un positionnement très général qu'on pourrait résumer au slogan « pour une société sans racisme, sans sexisme et sans exploitation ». Contrairement au *Journal du*

---

3. Un projet posthume pourrait consister à en proposer une sélection sous forme de recueil, travail commencé à une époque mais jamais abouti. Quelques exemples :
« Ni croisade, ni jihad, luttes sociales ! », n° 21, octobre 2001 (sur les attentats du 11 septembre 2001 et ses « avions qui tombent à pic », permettant de questionner les versions officielles sans pour autant verser dans les théories du complot).
« Le Forum Social Mondial et ses porcs allègres », n° 25, février-mars 2002 (analyse sur le vif de la récupération citoyenniste des luttes antimondialisation).
« La voiture écologique est une antinomie », n° 28, mi-mai 2002.
« Nous aussi nous sommes contre les minarets… mais là n'est pas la question », n° 80, janvier 2010 (À propos de l'initiative UDC et les contre-arguments édifiants de la gauche bien-pensante)

Rézô, il n'y a pas d'éditorial et il est très rare qu'il y ait des contributions au nom du *T'Okup!* lui-même[4].

Aussi loin qu'on s'en souvienne, aucune contribution n'a jamais été refusée, même si certaines ont probablement été sollicitées avec plus d'insistance que d'autres. L'essentiel du travail est justement d'aller à la pêche aux textes (ce qui signifie concrètement faire à répétition le tour des maisons et des collectifs)[5] et de les mettre en page, sans autres retouches que l'orthographe et l'ajout éventuel d'illustrations si elles ne sont pas fournies avec le texte.

Si la sensibilité de cette rédaction fantôme peut se sentir, c'est donc plutôt dans les dates de publication (en général rythmées par les mobilisations en cours) et la teneur générale des brèves et des recensions parfois écrites par nos soins comme bouches-trous. Ou dans la fréquente intégration de renvois à des textes publiés dans de précédents numéros (volonté d'inscrire les contributions dans une vision générale dépassant l'actualité du numéro en cours). Ou encore dans les choix de mise en page, avec des réserves qui seront développées plus loin.

Le casse-tête de l'agenda

Une fonction presque implicite d'une publication qui se veut régulière est l'agenda. Le *T'Okup!* s'auto-qualifie d'ailleurs d'« agenda-journal ». Enfin une façon plus ou moins coordonnée pour savoir ce qui se passe dans les autres collectifs et éviter d'organiser des événements aux mêmes dates.

Mais il apparaît très vite que la tenue d'un agenda digne de ce nom constitue une tâche en soi. Ainsi, pendant une brève période, l'agenda est conçu par une autre petite équipe, avec un graphisme spécifique permettant de distinguer les concerts des débats ou des manifs, et pouvant également être distribué indépendamment du journal sous forme de feuille volante. Mais les dates, les lieux et le contenu changent sans arrêt et ne sont plus actuelles au moindre contretemps. En raison de la charge de travail, l'expérience tourne court rapidement. Faute de mieux, les dates majeures réintègrent la dernière page du journal[6].

Aujourd'hui, les possibilités de mise à jour permanente que permettent les outils en ligne résoudraient ces contingences techniques, mais pas forcément la problématique du contrôle des informations et de la confidentialité de qui les consulte.

---

4. Un exemple, si ce n'est le seul, se trouve dans le n° 50 (février 2005), sous la forme d'un bilan des cinq ans du journal, qui sous forme beaucoup plus condensée, donnent les mêmes grandes lignes que ce numéro de clôture.

5. Nous avons toujours évité autant que possible les communications sous forme électronique, d'une part parce de loin pas tout le monde n'avait de connexion internet, d'autre part pour des principes élémentaires de sécurité et de traçage.

6. Le choix de mettre l'agenda en dernière page vise à rendre celui-ci le plus visible possible, même quand le journal est fermé et plié sur un coin de table.

L'infokiosk et les éditions T'Okup!

Nés tous les deux dans le giron de l'espace autogéré, l'infokiosk et le *T'Okup!* se partagent les tâches de (contre-)information, avec des rôles en grande partie interchangeables[7]. La volonté est d'amener du contenu politique dans un milieu qui se complaît parfois dans sa dimension culturelle (soirées, style de vie, etc.), d'alimenter les mobilisations en cours et de stimuler les réflexions sur le monde qui nous entoure mais aussi sur nos propres pratiques.

Un constat immuable, de l'espace autogéré de Primerose en 1993 à celui de César-Roux en passant par les infoshops-bibliothèques de maisons : lorsqu'un infokiosque tient des permanences régulières, il reste systématiquement vide, à moins d'organiser une activité connexe (débat, projection, bar, ...). Pour ne pas être qu'une activité autosuggestive, il s'agit donc de se rapprocher des gens, de tenir des tables de presse régulières durant les concerts, les bouffes ou autres activités, de faire des infokiosques sur roulettes pendant les manifs, d'avoir des choses à distribuer, et pas se contenter de proposer quelques revues en consultation sur place en regrettant que personne ne vienne les lire. Pour avoir du sens, l'infokiosk doit moins se concevoir comme un lieu purement physique que comme une instance symbolique pouvant se matérialiser sous différentes formes (par exemple l'organisation de débats, l'édition et la distribution de brochures dans et hors les murs).

Tout comme l'infokiosk, le *T'Okup!* se double lui aussi rapidement d'une activité d'édition en parallèle à la fabrication régulière du journal. Cela se traduit principalement par la publication de petites brochures (souvent A5 ou A6, parfois A4 plié en deux dans le sens de la longueur), forme qui permet de diffuser des textes plus creusés que *via* le journal, tout en restant plus faciles à réaliser en auto-production que des livres[8]. L'idéal serait d'écrire systématiquement nos propres textes, mais dans les faits, ce sont souvent des textes existants glanés ici ou là qui sont édités pour les faire circuler[9].

À partir de la généralisation du web, la viabilité de plates-formes comme infokiosques.net ou theanarchistlibrary.org (et ses diverses déclinaisons linguistiques) permet à quiconque de s'improviser distro ou infokiosk mobile. Pour notre part, nous avons le plus souvent cherché à diffuser d'autres textes que ceux déjà disponibles sur ces plates-formes.

---

7. En témoigne la bibliographie en fin de texte, où sont mentionnés comme éditeurs alternativement l'un ou l'autre, parfois les deux en même temps, ou parfois rien du tout, alors que les publications proviennent le plus souvent des mêmes cercles de personnes, pour qui l'étiquette n'a guère d'importance.
8. Encore que cela ait quand même parfois été fait, par exemple pour le recueil *Ces libertés qu'on nous vole* (2008).
9. La bibliographie à la fin de ce texte en dresse un tableau.

Un supplément, le *Négatoscope*

Au bout d'un moment, le besoin pressant de partager des analyses plus poussées a également conduit à créer le *Négatoscope*. Ce supplément sporadique au *T'Okup!*, dont seul trois numéros sont sortis entre 2011 et 2019, se définit comme « une tribune pour des analyses, des réflexions et des critiques radiographiques, qui font souvent défaut autour de nous ». Mono-thématique, il contient principalement des réflexions sur les pratiques et imaginaires du milieu, parfois étayées de reproductions de tracts ou autres documents, dans une approche critique mais à visée constructive, c'est-à-dire sans chercher la polémique pour la polémique[10].

Il reprend la forme simplissime initiale du *T'Okup!* avec un graphisme légèrement différent et une liberté accrue pour le contenu et les échéances, totalement indépendantes de la parution d'un numéro du T'Ok. En réalité, un journal distinct aurait pu être créé, mais la volonté de marquer une filiation a été plus forte, avec peut-être l'espoir sous-jacent de relancer des dynamiques de réflexions, de publications et d'échanges dans le milieu (avec un succès relatif quoique toujours difficile à évaluer, et sans imaginer qu'il suffirait de quelques textes pour changer des réalités profondément enracinées).

Évolutions de la formule de base : améliorations graphiques, mais complexification et perte de la régularité fondatrice

Avec le (petit) roulement de personnes et peut-être en phase avec l'air du temps qui privilégie toujours plus l'aspect visuel, le *T'Okup!* subit plusieurs phases de transformations à partir de considérations liées au graphisme[11]. Pleines de bonnes intention et relativement superficielles, elles entraîneront toutefois des changements plus profonds, même si tout le monde n'en a pas la même lecture et qu'il serait certainement exagéré d'établir un lien unique de cause à effet.

Entre 2005 et 2008, le graphisme est donc graduellement revu, en gardant néanmoins une impression simple en noir et blanc avec du papier standard à la riso. Avec un œil plus professionnel, des gabarits et des styles sont définis, du texte ou des illustrations traversantes introduites[12]. L'idée qui prévaut est que le texte doit être plus aéré pour rendre la lecture plus digeste et qu'il faut mieux mettre en valeur les illustrations.

L'aspect positif qui en découle est l'implication de quelques nouvelles personnes et l'élargissement du cercle de dessinatrices·eurs sollicitées pour des illustrations originales. Mais paradoxalement, pour laisser quelques plages blanches en guise de respiration, la nouvelle maquette fait recours à des polices parfois encore plus petites,

10. Voir la bibliographie finale pour le détail des numéros.

11. À l'opposé, on s'amusera à relever l'intransigeante formule de présentation de la revue *Multiples*, relevant presque du manifeste : « 100 % texte, 0 % image » [par le prisme du son, de la musique et du bruitisme.]

12. Les contenus traversants étaient jusque-là bannis par l'équipe initiale, dans l'idée jamais réalisée d'un jour pouvoir relier facilement des collections complètes avec les vieux numéros restants.

ce qui, au moins symboliquement, n'est pas la meilleure façon de rendre le contenu textuel plus attractif. En outre, elle instaure des principes à priori élémentaires, mais qui posent problème pour leur application. Ainsi le rubriquage systématique n'est pas toujours à propos (spécialement pour les brèves) et se révèle souvent fantaisiste, car il repose sur la subjectivité de qui fait la mise en page. De même pour les chapeaux, qui consistent souvent à mettre en évidence les premières lignes des contributions, sans se préoccuper de savoir si elles ont été rédigées de façon à se plier à cette logique. En découle ce dilemme insoluble : d'un côté, il est irréaliste d'exiger un calibrage formel pour les textes (autre que la contrainte de ne pas être exagérément longs), de l'autre il n'est pas de notre ressort de modifier les textes.

Un autre dommage collatéral est que la nouvelle maquette demande des connaissances plus pointues qu'auparavant et renforce la dépendance à quelques spécialistes et à leurs disponibilités charitables. Recherchées avant tout pour leurs compétences techniques, ces personnes n'ont parfois même pas lu les textes (pas toujours leur faute si ceux-ci leur sont remis au dernier moment). Cela a des conséquences sur les choix de mise en page, dont les enjeux sont diversement perçus et pas discutés systématiquement (première page, ordre des textes, place des illustrations, etc.).

Autre travers, à force de vouloir trop bien faire (par exemple attendre encore telle ou telle contribution) les délais sont trop souvent repoussés et c'est bientôt le cercle vicieux : les contributions prennent également du retard, la fréquence de parution ralentit et le nombre de textes par numéro augmente en conséquence. Vu qu'il faut plus de pages, la formule simpliste du A3 plié en deux ne suffit souvent plus. La mise en page et l'impression prennent plus de temps et il faut de surcroît encarter à la main des pages supplémentaires.

Au final, il n'est pas rare que certains textes soient déjà périmés lorsque le numéro sort enfin. Dans certains cas, il faudrait presque les actualiser ou au moins contextualiser, alors que le principe de base du T'Okup! est justement de ne pas intervenir sur les textes. L'agenda perd aussi en grande partie son sens, sauf pour quelques grandes dates annoncées très à l'avance. Certains événements (occupations, manifs, procès,...) ne sont plus relatés qu'à leur dénouement, alors qu'auparavant on pouvait suivre la lutte pas à pas. Imperceptiblement, la dimension de mobilisation du journal s'estompe devant celle de compte-rendu, même si le ton militant subsiste.

Traduit en chiffres, le rythme presque mensuel des trois premières années est suivi les cinq années suivantes d'un rythme de croisière honorable de sept ou huit numéros par an, avant de baisser définitivement à trois entre 2009 et 2014 et finalement à deux en 2015 et 2016. L'impact de la nouvelle « ligne graphique » sur la réception du journal reste une question ouverte. En chiffres encore, le tirage a souvent été réduit presque de moitié, encore que ce ne soit pas un indicateur pour savoir si les articles sont lus et à quel point les gens qui les lisent s'approprient le contenu.

Autres évolutions : scène plus morcelée, positions plus arrêtées et diffusion plus large de certaines luttes

Les transformations de la scène exercent également une influence sur le travail de collecte et de fabrication du journal, indépendamment des questions de mise en page et de ses aléas. Au niveau local, la multiplication des collectifs et des maisons complique la tâche de courir après les textes. Parfois il faut commencer par convaincre de l'utilité d'écrire un petit communiqué, voire défendre l'intérêt de faire des choses de façon vaguement coordonnée. Autre vieux problème, le processus d'écriture collective n'est jamais inné, jamais acquis. Au quotidien, il y a souvent plus urgent que d'écrire un texte. Ou alors il arrive de se retrouver avec une contribution que la plupart des membres de la maison signataire n'ont pas lu, ce qui soulève des questions plus fondamentales sur la conception du fonctionnement en collectif !

Couplée à une tendance beaucoup plus générale de morcellement (relatif) et à des crispations idéologiques croissantes (phénomène pas nouveau en soi), c'est aussi la nature de certaines analyses proposées à la publication qui devient parfois problématique. En effet, avec le temps, nos propres positions sont aussi plus arrêtées[13], ce qui prête moins à l'idée initiale de publier indistinctement tout ce qui émane de la scène, dans sa diversité, ses contradictions et parfois ses travers.

Nous ne sommes plus dans un moment de bouillonnement qui (re)part presque de zéro, mais dans une phase où certaines revendications portées par les milieux alternatifs, féministes, animalistes, écologistes, etc. se sont répandues plus largement dans la société, mais rarement de la façon que l'on souhaitait (institutionnalisation, alibi, récupération, marchandisation, retours de bâton réactionnaires, etc), sans vraiment s'articuler entre elles et sans que cela ne change fondamentalement la nature oppressive des rapports sociaux, du capitalisme, du patriarcat et de l'État. Aucune publication ne peut à elle seule être sur tous les fronts face à ces évolutions prévisibles, mais celles-ci doivent forcément induire une réflexion sur de nécessaires repositionnements, délibérément laissés ouverts ici.

Bilan : informer et relier

Quel bilan faut-il tirer de toutes ces années de publication[14] ? Faute de retours des différents publics qui ont lu le *T'Okup!* et ses avatars (on espère)[15] ou des collectifs qui

13. Du moins sur certaines questions. Sur d'autres, nos doutes se sont encore accrus. La seule chose qui est sûre, c'est que personne n'a trouvé la solution.

14. Nous ne nous lancerons pas ici dans un bilan des luttes elles-mêmes, qui devrait être mené à beaucoup plus large échelle.

15. En vingt ans de publication, il y a eu particulièrement peu de retours, quelle qu'en soit la forme. À l'exception de la question liée au graphisme, nous n'avons pas souvenir de réels débats sur la pertinence de la publication, ses forces et ses faiblesses, etc. (si on veut voir le positif, au moins elle n'a jamais été remise en question, contrairement à d'autres instances informelles comme l'Intersquat). Et de mémoire, il doit y avoir eu une seule lettre de lecteur.

y ont participé mais dont beaucoup n'existent plus, voici nos propres considérations.

Il se disait à une époque que partout où il y a des anarchistes, naissent des publications. Or en Suisse romande, même les orgas patentées ont eu de la peine à faire perdurer les leurs. Pour nous, il était évident qu'il manquait cruellement sous nos latitudes des revues d'analyses, de débats et de propositions, qui auraient dû compléter la « mission » que s'était assignée le *T'Ok*. La tête dans le guidon, également impliqué·es dans d'innombrables autres projets et groupes, nous n'avons pas pu nous démultiplier, si ce n'est la publication ponctuelle de brochures, qui laissaient plus de liberté que le journal. Si l'appétit vient en mangeant, la force de l'exemple n'a pas été suffisante pour susciter beaucoup d'émulation. Mais qui n'essaie rien n'a rien, comme le dit la formule.

En dépit de l'étiquette « intellectuelle » que le sens commun, fût-il alternatif, accole à toute publication, la fabrication du *T'Okup!*, de par la forme qui lui a été donnée, s'est en réalité apparentée à un travail très terre à terre. Malgré sa formule minimaliste, porter le journal à bout de bras pendant de longues années n'a pas été une mince affaire. Courir après les textes, solliciter des illustrations, relayer l'avancement du prochain sommaire à la réunion hebdomadaire de l'espace autogéré, (faire) respecter les délais, compiler, relire et mettre en page avec les outils et les connaissances du bord, imprimer, et pour finir assurer le transport, la distribution et quelques envois, sont des tâches répétitives et peu gratifiantes. Les candidat·es ne se sont d'ailleurs pas pressé·es au portillon. Comme dans toute tâche au long cours, les résultats éventuels sont souvent indirects et rarement visibles immédiatement.

La simplicité volontaire initiale devait avant tout rendre possible une fréquence de parution rapprochée et tenir celle-ci sur la durée, ce qui fut le cas au début, moins par la suite. Il était assumé que le *T'Okup!* n'était pas le canal pour de grandes analyses ou enquêtes (comme on en trouve aujourd'hui par exemple dans *Ballast*, *Réfractions*, *Panthère première*, *Moins!* ou la *Revue Z*, pour en citer un éventail), puisque l'idée était de s'effacer pour laisser la place aux textes des différents collectifs. Cette approche a permis une « neutralité » suffisamment grande pour inclure[16] dans une seule et même publication les différents groupes et tendances de l'aire anti-autoritaire, au moins pour ce qui concerne le partage d'informations de base, sans s'aventurer sur la pente glissante et destructrice de prétentions unitaires.

C'est probablement là que s'est située une des principales forces du *T'Okup!* au niveau local. Faire tourner l'information, faciliter les échanges, relier et mettre en

16. À l'époque, le concept d'inclusivité n'avait pas cours dans nos cercles. Tout en cherchant à éviter de reproduire des mécanismes d'exclusion, nous ne voulions pas non plus nous faire piéger dans du travail social comme béquille du capital. Nous rejetions l'intégration (dans société, la « cohésion sociale » prônée par l'État), refusions la participation (aux processus politiques institutionnels ou la cogestion au travail) et si la marge dans laquelle nous nous situions devait disparaître, c'était uniquement en gagnant toute la page (et non l'inverse).

réseau[17]. Mais aussi et surtout contribuer aux mobilisations en cours, notamment grâce à une grande réactivité et en se donnant les moyens de distribuer plus massivement que par le passé. En d'autres termes, faire acte de propagande, même si ce mot a toujours eu une consonance négative dans nos cercles au moins depuis la chute du Mur de Berlin. D'autres n'ayant pas cette retenue, ce travail reste plus que jamais à poursuivre à l'aube d'une nouvelle décennie qui ne s'annonce en rien meilleure que les précédentes sur les fronts de la domination et de l'exploitation, avec ou sans pandémie(s). Sans perdre d'esprit que l'histoire des mouvements sociaux est faite de hauts et de bas, on peut se réjouir du regain de mobilisations de masse (par exemple, dans leurs manifestations globales et locales : questions climatiques, #me too, grève féministe, black lives matter, gilets jaunes, ZADs). Malgré la diversité évidente de générations, de backgrounds, d'analyses et de stratégies, ou plutôt justement à cause de cela, il serait dommage de ne pas y intervenir plus, ne serait-ce que pour partager nos expériences, particulièrement sur l'auto-organisation, l'autonomie politique, la répression et la récupération des luttes. Au-delà de certains aspects pratiques ou logistiques, ce que nous avons à apporter sont des valeurs fondamentales qui dépassent une lutte spécifique. La réussite à nos yeux, c'est lorsque des personnes, des collectifs et des mouvements s'approprient durablement ces valeurs et les modes de fonctionnement qu'elles impliquent.

Laisser des traces

Une autre valeur intrinsèque du *T'Okup!* réside dans sa fonction d'archive. Dès le début, la compilation de nouvelles n'a pas seulement été pensée comme une contribution immédiate aux luttes mais aussi comme une façon de conserver des traces[18]. Disposer durablement de documents produits sans intermédiaires est un premier pas pour ne pas laisser le privilège de la mémoire aux rapports de police et aux articles de presse, que certains (mauvais) travaux historiques prennent parfois pour argent comptant. S'y référer au besoin permet aussi de s'appuyer sur des éléments tangibles pour arbitrer certaines (ré-)interprétations du passé dans le milieu, sur lesquelles butent parfois nos propres souvenirs défaillants ou divergents.

Rétroactivement, cet ensemble[19] reflète l'activité locale de nombreux collectifs sur une période quand même conséquente de trois décennies. Pour citer quelques exemples : l'histoire de l'espace autogéré ; la défense de la culture alternative et des lieux qui la font vivre ; la valse des occupations-expulsions de la scène squat

17. Dans d'autres textes, cela a été imagé par la formulation « créer des passerelles », activité plus créatrice que d'alimenter d'incessantes querelles.

18. D'autres publications le font de façon beaucoup plus conséquente, avec un spectre politique et géographique beaucoup plus large (par exemple *Échanges, bulletin du réseau « Échanges et mouvement »*, Paris: 1975- en cours).

19. Pour ne pas entrer plus vite que nécessaire dans les limbes de l'histoire et dans l'objet d'études, nous hésitons à utiliser les termes de « collection » ou de « corpus ».

(certaines particulièrement épiques) ; l'arrivée en Suisse des manifestations de type *Reclaim the Street* (l'une a vu toute la place St-François et ses banques couvertes de peinture) ou *critical mass* en vélo (note aux écologistes de bon teint : un flic à vélo reste un flic) ; le crescendo, l'apogée et le déclin des manifestations antimondialisation (particulièrement contre le WEF de Davos et le G8 d'Evian pour ce qui est le plus près de chez nous) ; le travail de terrain et les actions coup de poing dans le domaine du social (notamment par l'Association de défense des chômeuses et chômeurs) ; la dénonciation du propre en ordre municipal et sa chasse aux pauvres ; le baromètre de la répression contre les milieux alternatifs, dont l'infiltration par des taupes de Securitas, mais aussi les politiques répressives frappant l'ensemble de la société ; la critique de la société industrielle et de sa vision du monde (nanotechnologies, OGM, *green washing*, etc) ; la construction de la maison de paille, qui rencontra un écho populaire rarement égalé par les initiatives de nos milieux, pour ensuite être descendue en flammes par une presse versatile avant d'être réellement incendiée ; les régulières interventions féministes pour défendre des espaces et des moments non-mixtes et dénoncer le sexisme présent également dans le milieu, textes qui rappellent au besoin que la thématique n'est pas nouvelle et qu'il ne suffit pas de se proclamer révolutionnaires pour faire disparaître d'un coup de baguette magique toutes les tares de la société.

À une époque où le concept d'aliénation devrait peut-être regagner en force dans nos analyses, il est important que le milieu ait les moyens de s'approprier sa propre histoire et de ne pas en laisser l'interprétation uniquement à des recherches académiques de « culs-bleus », même issu·es de nos rangs[20]. Il est amusant de relever qu'à notre connaissance, rares ont été les demandes de recherche sur ces trente ans de culture et de luttes alternatives. Plus fréquentes par contre ont été les demandes sur Lôzane Bouge, dont la brève explosion en 1980-1981 semble avoir marqué davantage l'imaginaire collectif, sans que l'on puisse distinguer clairement la part de mythologie et de réalité, puisqu'une grande partie de cette mémoire a disparu avec ses protagonistes. Peut-être faudra-t-il attendre la mort de l'espace autogéré pour voir quelle importance la nébuleuse qui l'entoure a joué dans le renouveau de la mouvance alternative de la région lausannoise des années 1990 à aujourd'hui. Étant entendu qu'entre-temps les groupes se sont multipliés, diversifiés et autonomisés, ce qui s'inscrivait d'ailleurs dans la visée initiale[21].

---

20. Étudiant·es ou autres universitaires qui passent le gros de leur temps assi·es (au moins dans l'imaginaire punk de base), en référence aux formes connues de « cols bleus » et « cols blancs ».

21. Historiquement, l'espace autogéré a pris ce nom moyennement satisfaisant pour se distancer du rôle de centralisation (ou de ghettoïsation selon la tournure des événements) que pouvait laisser entendre l'appellation « centre autonome ». Tout en s'attelant à proposer un espace physique permettant aux différents collectifs de se rencontrer, l'idée était plutôt d'ouvrir des possibles et susciter de nouvelles initiatives plutôt que de les canaliser.

Et après ?

Comme nous versons peu dans l'ésotéro-mythologie, nous ne nourrissons pas l'espoir caché que le *T'Okup!* renaisse de ses cendres tel le phœnix. Maintenir cette publication sur la durée a demandé une bonne dose de persévérance, soutenue par la conviction de prendre part à une cause peut-être perdue, mais néanmoins importante. Tant que les choses existent, elles semblent souvent aller de soi, après elles tombent vite dans l'oubli. Tant mieux ou tant pis, c'est selon. Si le *T'Okup!* a pu contribuer à informer, inspirer et motiver pour s'engager dans des luttes, c'est déjà bien. Aujourd'hui comme hier, le plus important est de s'adapter aux réalités et aux possibilités du moment, faire preuve d'intelligence dans la conception et la conduite de nos actions, en évitant de reproduire mécaniquement des schémas qui avaient du sens dans un contexte donné mais qui doivent parfois être repensés, sans pour autant balayer les expériences antérieures au seul motif qu'elles relèvent du passé. Parfois dans cette société, tout ne change que pour mieux rester comme avant, ne nous y trompons pas.

Dans un sentiment anarchiste, courage et persévérance.

Lausanne, automne 2020

Manif Anti-WEF, Landquart, 2004 (*T'Okup!* n°65)

BIBLIOGRAPHIE

Publications des éditions T'0kup! (ordre chronologique)

- Groupe anti-répression (GAR). *Face à la police*, 2000, 17 p. (1ère édition), 20 p. (2e édition)
- *Et bing dans l'œil : Recueil de textes pour contribuer aux luttes contre la globalisation et le capitalisme*, 2001, 28 p. (co-édition : Infokiosk Lausanne)
- Louise Dupont. *Au Mexique, l'autonomie indienne se heurte à la globalisation*, 2001, 12 p. (co-édition : groupe Ya Basta de Lausanne)
- *Le travail rend sourd : Cinq interviews pour abolir le travail*, 2001, 19 p., couverture sérigraphiée. Co-édition : Infokiosk Lausanne.
- Claudio Albertani. *Paint it black : Black blocs, Tute bianche et Zapatistes dans le mouvement antimondialisation*, 2002, 23 p. (textes tirés de A-infos)
- *Végétalisme et santé*, 2003, [12 p.] (l'équipe de vegans yoohoo pour l'exposition « Viva Vegan » à l'espace autogéré)
- Groupe anti-répression (GAR). *Face à la police*, 2003, 15 p. (3e édition revue et corrigée)
- *G8 : attaque anarchiste contre la gouvernance globale*, 2003, 27 p. (co-édition : Coordination anti-OMC Suisse et Organisation socialiste libertaire ; réédition lors du G8 d'Evian d'une brochure éditée à Montréal à l'occasion du sommet du G8 de Kananaskis en 2002)
- Louise Dupont. *Mobilisations contre la cinquième conférence de l'OMC (Cancún, Mexique)*, 2003, 11 p. (co-édition : Coordination anti-OMC Lausanne, Infokiosk féministe, Ya Basta!)
- Ivan Illich. *L'art d'habiter*, 2004, 16 p. (suivi de : *Ainsi squattent-ilLEs*)
- Louise Dupont, *Les luttes des femmes au Chiapas, une histoire à faire, suivi de : Karla Edna. Les insurgées zapatistes*, 2004, 7 p. Co-édition : Ya Basta! (deux textes à l'occasion du 8 mars 2004, journée internationale des femmes)
- *Mobilisations à Lausanne contre le sommet du G8 d'Evian : Recueil de citations*, 2004, 16 p. (sous le nom éditions Ku-TOP!), couverture en quadrichromie
- *Répression et criminalisation en Suisse et à Lausanne*, in : *Ordre répressif en Suisse*, Genève, 2004, pp. 2-9 (texte repris du T'Okup n°45, mai 2004), suivi de : État d'urgence : texte de la conférence de presse du GAR à Lausanne pour dénoncer la répression durant le WEF 2004, particulièrement à Landquart, pp. 9-14.
- André. *Végétalisme et écologie : pour une alimentation et une société non prédatrice*. 2004, 20 p.
- Sabine Masson. *Violences contre les femmes et résistances féministes dans le conflit armé colombien : L'exemple de la Ruta Pacífica de la Mujeres*, 2007, 26 p. (Co-édition : Infokiosk Lausanne. Texte de l'intervention réalisée à l'espace autogéré sur le conflit colombien et le problème de la militarisation)
- *Ces libertés qu'on nous vole*, 2008, 63 p., couverture sérigraphiée, reliure artisanale (co-édition : Infokiosk)
- *Émeutes, amour & anarchie… L'insurrection qui vient de Grèce*, 2008, 15 p. (Recueil de textes traduits du grec et de l'italien)
- Groupe anti-répression. *Encore une infiltration de groupes politiques par une agente de Securitas*, 2008, 27 p.
- *Déclaration du sous-commandant Marcos sur les émeutes en Grèce*, 2009, 11 p.

- *Entre les murs : premiers pas en prison*, 2009, 22 p., couverture couleur sur papier glacé, illustrations originales (sous la forme *Tok UP!*)
- Groupe anti-répression (GAR). *Lausanne : en guise de bilan de l'infiltration du GAR par une agente de Securitas*, 2011, 27 p.
- *20 ans et les poules n'ont toujours pas de dents… : Réflexions autour des 20 ans de l'espace autogéré de Lausanne*, 2013, 36 p. (co-édition : Infokiosk Lausanne)
- *Refuser de parvenir : une discussion critique*. In : *Refuser de parvenir, idées et pratiques*. CIRA (Lausanne) et Nada (Paris), 2016, pp. 151-174.

T'Okup! pas formellement (co-)éditrice

- *Dr Schwab et son forum économique mondial*, 2000, 13 p. (Infokiosk et Coordination anti-OMC Suisse). Variantes minimes au gré des réimpressions.
- *Italie, répression 2001*, 2001, 19 p. (Infokiosk)
- *Soutien aux anarchistes italien-ne-s emprisonné-e-s, 2001* (Espace autogéré, textes réunis pour un festival de soutien)
- *C'est toujours chaud dans les culottes des filles. Livret de gynécologie maison à base de plantes médicinales*, 2001, 46 p. (réédition Infokiosk féministe)
- *Petit manuel d'électricité*, 2002, 13 p. (Infokiosk)
- *Quelques textes à l'occasion de l'exposition sur les énergies renouvelables à l'espace autogéré*, 2002, [11 p.] (photocopies d'articles agrafés sans mise en page, A4)
- *Appel commun contre le World economic forum à Davos et la conférence de sécurité de l'OTAN à Munich*, 2003, version francophone (Coordination anti-OMC Suisse, Bundesweite Antimilitaristische Koordination 'Krieg ist Frieden' - KiF)
- *Contre le G8 : l'urgence d'un autre monde*, 2003, 24 p. (Infokiosk)
- *G8 2003 Evian : Bilan de la permanence antirépression de Lausanne*, 2003, 34 p. + annexes
- *10 ans d'Espace autogéré : 1993-2003. Toujours agitéEs, jamais abattuEs, 10 ans de luttes autour de l'Espace autogéré*. Infokiosk Lausanne, 2003, 15 p. (accompagné d'un CDrom comportant un chapitre consacré au *T'Okup!*)
- *La réalité dépasse la fission : Récit d'un voyage fantastique au royaume atomique*, 2005, 57 p. , couverture sérigraphiée (Collectif Monde de merde, Lausanne)
- André. *Ecovegan : végétalisme et écologie*, 2006, 60 p. (approfondissement de Végétalisme et écologie, *T'Okup!*, 2003)
- *Sous le tapis, le pavé : Les violences sexistes dans les milieux militants qui se revendiquent anti-sexistes et anti-autoritaires*, 2013, 111 p., couverture sérigraphiée (La Furie collective, en complément à une exposition à l'espace autogéré)

Autres publications dans la scène (non-exhaustif, 1994-2020)

- Marco Camenish. *Complicité et résignation : le cas Marco Camenish*. Le déséquilibré (Genève), 1994.
- *Sur la grève d'avril* [à l'université de Lausanne], Flagrant Délit, n°7, 1997, 71 p.
- *Résister, avancer, construire*. Organisation socialiste libertaire, 11 p. 1997 (thèses de l'OSL, organisation socialiste libertaire)
- *Confrontations*, OSL, 1988 (1) – 1997 (33), puis Rebellion (1997-).

- *L'Affranchi, périodique des Amis de l'Association internationale des travailleurs*, 1991 (0) à 1999 (16) et *Aujourd'hui*, 1998 (0) -2003 (89), puis sous forme de blog: http://laffranchi.info/
- *Le mouvement zapatiste*. Collectif Insurgées et Ya Basta!, 1999, 5 volumes
- *ALJF, 10 ans*. Association pour le logement des jeunes en formation, 1999, 207 p.
- *Utopie sur Rôtillon : Perspectives d'émancipation sociale dans un quartier autogéré au cœur de Lausanne*, Association La Zizanie, 10 p., 2002
- *Collectif féministe contre le racisme (non-mixte). Pour que le féminisme ne devienne pas l'otage du racisme*, Les Désintégrées, 2007, 24 p.
- *Pourquoi nous disons NON aux OGM et au programme de recherche national PNR59, Action généreuse contre les chimères transgéniques*, 2009, 24 p. (plusieurs versions successives corrigées)
- Petites publications ponctuelles du CIRA Lausanne comme contributions pour des débats à l'espace autogéré ou dans des maisons occupées (dont : *Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti*, 2009, [8 p.] ; *Raoul Vaneigem. Isidore Ducasse et le comte de Lautréamont dans Les Poésies*, 2010 [8 p.] ; *Kropotkine et le logement*, 2010, [8 p.] ; ...)
- Collectif Straw d'la bale. *La maison de paille de Lausanne : Pourquoi nous l'avons construite, pourquoi elle fut incendiée*, La Lenteur (Paris), 2013, 210 p.
- *À la rue – À la Strada – À la schtras' – À l'arrache*, journal mural A0 à titre variable, 2013-2015.
- *Le champ du contrôle : Un recueil de textes contre le génie génétique et la domination*, [2015], version francophone.
- *En un quart d'heure c'est fait !: Entretien n°1 avec ou sans les faucheurs volontaires (France) et sur le redémarrage de la lutte en Suisse*, Éd. À l'Arrache, 2016, 39 p.
- *Lettre au milieu militant*, Petite brochure bleue, 2018, 15 p.
- Jo Freeman. *La tyrannie de l'absence de structure*, Petite brochure bleue, [2018], [44 p.]
- *Squats : Contributions à la réflexion*, Petite brochure bleue, [2019], [20 p.] (réédition d'un texte publié dans le *Journal du Rézô* n°15 en 1998)
- Carla Bergman & Nick Montgomery, *L'air fétide du radicalisme rigide*, Petite brochure bleue, 2019, 21 p.
- Silvia Federici, *Sur le militantisme joyeux*, Petite brochure bleue, 2020, 8 p.

Publications antérieures à la création des éditions T'0kup! (1993-2000)

- *Journal du Rézô*, 1993 (numéro 0) – 1999 (numéro 18)
- *Dérapage contrôlé*, 1996, 28 p., couverture en papier photo (Infokiosk, travail personnel anonyme sur l'empire Nestlé)
- Lusmore. *Misère humaine*, 1996, non paginé (Infokiosk, traduction de dessins diffusés en version hispanophone lors de manifestations contre l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Madrid en 1994)
- *Soleils de toutes les galaxies… unissez-vous*, 1998, 12 p. (Groupe panneaux solaires de l'Espace autogéré de Prélaz)
- *Infokiosques en Suisse = Infoladen in der Schweiz*, [2000], [23 p.] (répertoire de lieux)

Numéros du Négatoscope, supplément sporadique du *T'Okup!*

- N° -99 (mars 2011) Embrouilles, escalades et effets de groupes : Une réflexion sur la violence dans les milieux alternatifs.
- N° -98 (novembre 2012) :Y a-t-il un logement dans ma ville ? Regards croisés sur la manifestation « Logement » du 11 octobre 2012 à Lausanne (numéro consacré au flop prévisible de cette manifestation déconnectée des luttes, malgré une situation catastrophique de la situation du logement qui aurait pu faire espérer une large adhésion populaire).
- N° -97 (janvier 2019) : Comme des mammouths dans une botte de foin (numéro consacré à une réflexion sur les « conflits de générations » prétendus ou avérés sur fond de passage de témoin à l'espace autogéré, à la perception différentielle du passé et au rapport à l'histoire militante dans la scène lausannoise).

Autre référence pour qui s'intéresserait au travail d'histoire

Frédéric Deshusses (et collectif). *Traces et souvenirs de la contestation : [...] Archives militantes*. Archives contestataires et Édition d'En bas, 2013, 185 p.

Le *T'Okup!* est consultable de façon intégrale ou parcellaire dans différentes bibliothèques, parmi lesquelles :

- Infokiosk, espace autogéré de Lausanne
- CIRA (centre international de recherches sur l'anarchisme), Lausanne
- Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne
- Archives sociales suisses, Zurich
- IISG, Institut d'histoire sociale, Amsterdam

- En ligne sur: **espaceautogere.squat.net/tokup**

Manif Anti-WEF, 2003 (T'Okup! n°35)

Quelques couvertures des éditions T'Okup!

T'OKUP'

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarcho-alternata-squat-antifa-féministe et Jean Passe. (Lôzane et monde)

noire

no 00 (février 2000)

Davos 2000 - Vive les sports d'hiver

Promenade antifasciste
Lausanne
26 fév. 2000
15 heures, Place de la Palud

T'OKUP'

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarcho-alternata-squat-antifa-féministe et Jean Passe. (Lôzane et monde)

no 02 (avril 2000)

noire

Les fantasmes du passé sont ceux du présent !

Déjà bouffé ton riche aujourd'hui ?

Pour une société sans racisme, sans sexisme et sans exploitation!

T'OKUP'

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-antifa-féministe-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

no 09 (septembre 2000)

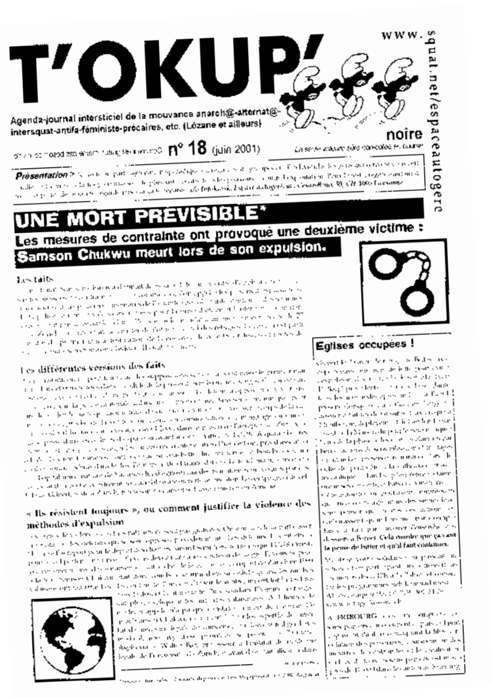
la vitamine noire
Même sans ordonnance

Cultivons la subversion ! Subvertissons la culture !

La culture? Veuillez voir au rayon loisirs

Appel à la manif du 23 septembre

- Pour une alternative à la culture élitiste et au consumérisme populaire
- Participation plutôt que consommation
- Pour des lieux gérés par celles et ceux qui les font vivre
- Arrêt des expulsions
- Arrêt de la répression policière et retrait des plaintes
- Pour l'affichage libre en ce qui concerne les activités non commerciales


T'OKUP'

www.squat.net/espaceautogere

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-antifa-féministe-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

noire

n° 18 (juin 2001)

UNE MORT PRÉVISIBLE*

Les mesures de contrainte ont provoqué une deuxième victime : Samson Chukwu meurt lors de son expulsion.

Les faits

Les différentes versions des faits

« Ils résistent toujours », ou comment justifier la violence des méthodes d'expulsion

Eglises occupées !

T'OKUP' *Spécial Gênes*

www.squat.net/espaceautogere

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 20 (automne 2001), *je ne suis pas à vendre !*

Présentation > Ni secte, ni parti, agrégation sporadique ou régulière de groupes ou d'individuEs, les gens qui écrivent dans cette feuille font vivre des luttes pour une société plus juste, contre tous les pouvoirs et contre l'exploitation. Pour le reste, regarde autour de toi, occupe-toi de ce qui te regarde pas, car ça te regarde. ***c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne.***

Manifs monstres à Gênes contre le G8

Malgré la stratégie de la tension mise en place par l'Etat italien, bombes et colis piégés, l'occupation policière et militaire de Gênes et la fermeture partielle des voies d'accès ce sont 50'000 personnes qui participèrent le jeudi 19 juillet au cortège international des migrantEs, des dizaines de milliers tentèrent des pénétrer dans la zone rouge le jour suivant et plus de 200'000 manifestèrent le samedi 21. En ce sens ce fut un beau succès, les gens ne se laissant pas intimider, bien au contraire. La solidarité et l'accueil du tiers des habitantEs qui avaient décidé de ne pas déserter la ville rendue invivable depuis des semaines en raison des contrôles policiers fit plaisir à voir. Cette gigantesque mobilisation, le pouvoir avait cependant décidé de nous la faire payer au prix fort: le meurtre de Carlo Giuliani bien sûr, mais aussi de nombreux/ses manifestantEs traumatiséEs, blesséEs parfois gravement suite aux coups de matraque, lacrymo, passages à tabac et tortures infligés par les divers corps de police. Suite à ces exactions, des manifestations organisées en quelques jours seulement, réunirent dans toute l'Italie, plus de monde encore que lors du sommet du G8. La solidarité internationale, même au milieu de l'été a marché à fond. Face à la désinformation et à la répression toujours plus féroce, de nombreuses questions se posent aujourd'hui aux diverses composantes du mouvement.

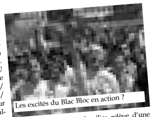
La résistance contre le capital et les Etats n'a pas commencé à Seattle, elle ne s'arrête pas à Gênes ! Pas de justice, pas de paix !

Sous la plage, les pavés !

Pendant et dans l'immédiat après Gênes beaucoup de choses ont été dites sur la violence. Celles et ceux qui aujourd'hui se plaignent que le contenu de leurs propositions n'a pas été entendu à cause de la " violence ", sont les mêmes qui alors s'en prenaient vertement à l'action directe de certaines composantes radicales faisant ainsi passer à l'arrière-plan la violence autrement plus réelle, destructrice, meurtrière et quotidienne des Etats et du capital. Les médias aux ordres ne demandaient pas mieux. Nous avons ainsi eu droit à des raccourcis du type black bloc = casseurs = anars = fascistes = flics. Autant dire que le débat d'idées et l'analyse critique ont beaucoup progressé durant le sommet du G8. Nous ne remettons pas ici en question la sincérité de certainEs " pacifistes " voulant manifester de manière " non-violente " comme ils/elles disent, même si nous pouvons trouver quelque naïveté dans certains de leurs propos et que nous trouvons le débat mal posé.

Si une manif anticapitaliste peut être festive, la lutte qu'elle sous-entend n'a rien avoir avec le dernier happening à la mode, un remake de Woodstock façon MTV ou une balade en ville. Bref c'est pas fun, le fun étant un argument de vente pour marchandise capitaliste. Nous ne sommes pas intéresséEs par une mode " anti-mondialisation " ou encore " no-global ". Les modes passent, se consomment, notre révolte et notre rage de vivre non !

D'autres, les militantEs professionnelLEs néo-sociaux-démocrates, ne peuvent quant à eux/elles pas être soupçonnéEs de naïveté. Leur projet est de devenir représentantEs DU mouvement social, de se trouver un poste de médiateur/trice entre les oppriméEs qu'ils/elles plaignent et les dominants à qui ils/elles ont plein de conseils à donner pour un monde meilleur mais toujours capitaliste. Que penser de gens qui d'un côté revendiquent la liberté de circulation, de déplacement et l'ouverture des frontières et qui ensuite se plaignent que les flics n'aient pas arrêté les activistes radicaux aux frontières du pays d'abord, de la ville ensuite? Que penser de gens qui dénoncent le fichage politique et reprochent aux flics de ne pas l'utiliser pour arrêter préventivement des militantEs qui les dérangent? Que penser de gens qui ont intégré la toute puissance du contrôle policier ou feignent y croire et déclarent ne pas comprendre comment des militantEs peuvent pénétrer dans une ville et se fondre dans une foule de 200'000 manifestantEs. Que penser de cette vision policière de l'histoire ou chaque activiste radicalE serait manipulé par la police? Que penser de ces gens qui feignent de découvrir que des flics en civil déguisés en manifestants se mélangent à la foule? On peut et l'on doit parler de l'action des black blocs (BB). Mais ne confondons pas tout. De plus refuser de voir que des milliers de manifestantEs ne se revendiquant pas des BB sont allés à



Les excités du Blac Bloc en action ?

l'affrontement contre les flics relève d'une cécité à laquelle nous avons peine à croire. C'est là le mode d'agir de toujours de ces gestionnaires de mouvements, lorsque le contrôle de ceux-ci leur échappe, que d'accuser les franges antagonistes et turistes de têtes brûlées, de leur dénier toute dimension politique et de les traiter d'infiltréEs. Dénoncer les anarchistes fait alors recette. S'imaginent-ils/elles peut-être que les réunions de préparation du Genoa social forum (GSF) ne comptaient pas leur lot de flics en civil? Nous viendrait-il pour autant à l'idée de déclarer que les manifs organisées par le GSF sont l'émanation de la police?

Ce qui s'est passé à Gênes, et nous nous en réjouissons, c'est la rencontre dans l'action directe de diverses réalités antagonistes, qui comprenaient également des manifestantEs sortant des rang d'organisations réformistes. Furieux, les leaders de ces dernières, ayant perdu momentanément le contrôle de leurs

T'OKUP'

www.squat.net/espaceautogere

Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

Comme il est gratuit, même pas besoin de le voler **n° 22** (novembre 2001) *La seule valeure sûre non-côtée en bourse* la vitamine **noire**

Présentation > Ni secte, ni parti, agrégation sporadique ou régulière de groupes ou d'individuEs, les gens qui écrivent dans cette feuille font vivre des luttes pour une société plus juste, contre tous les pouvoirs et contre l'exploitation. Pour le reste, regarde autour de toi, occupe-toi de ce qui te regarde pas, car ça te regarde. ***c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne.***

LE WEF FUIT À NOUILLE-YORK

Le World Economic Forum (WEF) ne se réunira pas à Davos en 2002. Il s'agit d'une première victoire pour la récemment créée coordination d'Olten et pour le mouvement anticapitaliste qui mobilise depuis plusieurs années contre ce rendez-vous d'assassins.
Le sommet du WEF fuit à New York. Le choix de la ville américaine n'est pas innocent, puisque celle-ci est déjà en état de siège depuis le 11 septembre. Les grands de ce monde s'y sentiront certainement à l'aise...

Si le WEF a pris la poudre d'escampette, il n'a cependant pas encore été rayé de la carte et son siège se trouve toujours à Genève. La lutte continue !

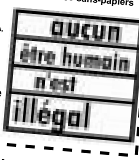
Plus d'info dans le prochain T'Okup' ou sur http://switzerland.indymedia.org

MANIFESTATION NATIONALE

pour une régularisation collective des sans-papiers

- Arrêt immédiat des expulsions
- Non à toutes les lois discriminatoires envers les étrangers/ères, présentes et à venir
- Fin des salaires de misère
- Revalorisation générale des conditions de vie et de travail de l'ensemble des salariéEs

Samedi 24 novembre
14 heures
Schützenmatte Berne



La liberté d'expression face aux tl

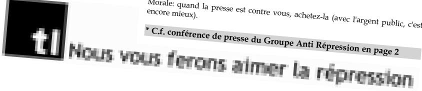
70 millions de personnes prises en otage par un service public

Malgré leurs nombreuses opérations publicitaires, les transports publics lausannois ont du mal à se faire aimer. Augmentation du prix des billets, refus de s'associer à la journée sans voiture, et j'en passe...

Alors quand un grand quotidien de la place ose publier un article dénonçant l'attitude répressive de la direction des tl *, c'en est trop. Devant cette action visant clairement à saboter le travail de son secteur marketing, la moutarde est promptement montée au nez du directeur adjoint de notre cher (!) service public. Dépensant sans compter, il s'est offert une publicité d'un quart de page pour justifier les plaintes pénales déposées par son entreprise, traitant les manifestantEs de "preneurs d'otages" s'attaquant à la veuve et à l'orphelin, et terrorisant les "70 millions" de voyageurs des tl (24H, 20-21 oct. 01).

Morale: quand la presse est contre vous, achetez-la (avec l'argent public, c'est encore mieux).

*** C.f. conférence de presse du Groupe Anti Répression en page 2**



T'OKUP'

www.squat.net/ea

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 38 (mai 2003) ***En mai, fais ce qui te plaît, défais ce qui te déplaît***

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net.
Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne
Inscris-toi sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

Deux vitrines cassées et tout s'écroule ?

Jeudi 1er mai, jour symbolique de la lutte des travailleurs/euses contre l'exploitation, une Street Party s'est greffée sur le traditionnel cortège syndical pour dire non au G8.

Ayant dans l'idée de tourner en dérision l'hystérie sécuritaire sur le fameux "bloc noir", nous avons décidé de nous déguiser en simili-black bloc et de parader à travers la ville à l'occasion du défilé du premier mai. Parmi nous, certaines personnes se sont déguisées en noir avec des autocollants "je suis très très méchante", "violent", "casseur" en parodiant l'image véhiculée par les médias. Tout au long du trajet de la manifestation nous nous sommes symboliquement attaqué-e-s à différentes cibles représentant le capitalisme par des actions théâtrales. A l'approche du Palace, nous avons dégainé nos pavés de mousse et les avons "violemment" projeté sur la façade de cet établissement. Alors que notre action se voulait ironique, d'autre personnes l'ont menée de manière sérieuse.
Nous interprètons cette violence comme une réponse à celles que nous subissons tous et toutes à cause des politiques menées par les états et discutées lors des sommets tel que le G8.

Attention black bloc !!!

Les réactions aux événements de jeudi passé soulèvent cependant quelques questions :

Que penser de l'écho médiatique disproportionné qui a suivi cet "événement", ne mettant l'accent que sur la casse ? A part deux vitrines, la presse n'a pu illustrer "l'ultra-violence des vandales" que par un pot de fleurs cassé et quelques chaises renversées. Dans d'autres villes, cela aurait à peine donné lieu à un entrefilet. A qui profite cet écho ? Aux médias pour faire du sensationnalisme? A la police pour justifier leur nouvel équipement ? Ou à la gauche institutionnelle pour se désolidariser des manifestations ?

Que penser du POP pour qui deux vitrines cassées semblent remettre en question leur opposition aux politiques meurtrières du G8 ? En quoi Josef Zysiadis est-il habilité à décider pour des dizaines de milliers de manifestant-e-s s'il y aura des manifs à Lausanne ou pas ? S'il ne veut plus y participer, qu'il se retire et arrête ses jérémiades !

Pourquoi vouloir faire porter le chapeau de tout ce qui peut se passer dans les manifs à quelques organisateurs/trices désigné-e-s ou autoproclamé-e-s ? Pourquoi serait-ce aux manifestant-e-s de gérer ce qui n'est que le résultat des politiques du G8 ? Contrairement à ce que souhaitent les autorités, il n'y a pas de raison selon nous pour que les opposant-e-s qui se réclament du pacifisme se muent en collabos de la répression.

Un peu de mobilier endommagé est-il plus grave aux yeux de certain-e-s que les milliers de civils tués par la croisade guerrière de Bush, Blair, Berlusconi et consorts, ou que les tonnes d'uranium appauvri utilisé dans les bombes et qui vont polluer durablement l'Afghanistan et l'Irak ? Que les politiques qui réduisent une grande partie de la planète à la famine ? Que les licenciements massifs lié aux spéculations des multinationales ? Que l'esclavagisme des travailleurs-euses migrant-e-s avec ou sans papiers ?

Toutes et tous contre le G8 !
Pas de sommet pour les tyrans !

Le Simili black bloc

Halte aux renvois !

300 personnes déboutéEs par la confédération sont menacées d'expulsion dès le 31 mai. Le conseiller d'Etat socialiste Chiffelle a en effet décidé de faire le grand ménage, si nécessaire par la force avec l'usage des honteuses mesures de contrainte.

Ses prédécesseurs avaient été poussés à éviter une partie des renvois suite aux fortes mobilisations de la population. Le comble est que Chiffelle s'était appuyé sur ces mobilisations lors de sa campagne électorale...

Le moratoire sur les renvois était déjà minimaliste, puisque limité non seulement dans le temps, mais aussi quant aux sans-papiers concernéEs (six ans de séjour et d'emploi dans le canton de Vaud). Par sa décision de lever le moratoire sur les renvois, le conseil d'Etat cautionne la politique xénophobe de Ruth Metzler et de la confédération.

Cela est d'autant plus inadmissible que, selon le gouvernement, ce sont quelque 10 à 20'000 personnes qui travaillent aujourd'hui sans statut légal dans le canton de Vaud. Ces personnes sont dans une situation extrêmement précaire, travaillant dans des conditions très dures, souvent depuis des années, pour des salaires de misère. Elles vivent en permanence dans la peur d'être contrôlées et renvoyées par les autorités policières.

Pas de frontières, pas de nations, halte aux déportations ! Liberté de circulation et d'établissement !

Les RICHES jouent au Golfe, les PAUVRES ramassent les balles

Mobilisation G8 à Evian sur www.squat.net/contre-attaque

OKUPE!!!

www.squat.net/ea

n° 44 27 mars 2004

MANIFESTATION contre la crise du logement, la spéculation et les expulsions

LE CRIME C'EST pas les squats, mais LA SPÉCULATION

Y a-t-il un logement dans ma ville? La crise du logement s'empire sans cesse à Lausanne depuis quelques années (on considère qu'il y a pénurie en dessous de 1,5% de logements vacants et nous en sommes à 0,2% !). La pénurie permet aux gérances d'écarter systématiquement les candidat-e-s à faible revenu, précaires ou hors-norme. Quant aux autres, ils consacrent environ un tiers de leur revenu à leur loyer, qui sont parmi les plus chers d'Europe.
La crise touche tout le monde, sauf les grandes gérances de la place qui claironnent dans la presse leurs excellents résultats. Dans un tel contexte, comment espérer l'application du droit au logement récemment entré dans la nouvelle Constitution vaudoise?
Les quelques nouveaux complexes de subventionnés ne suffisent de loin pas à résorber la pénurie. Pendant ce temps, les autorités continuent à cautionner les logements de luxe, et les locataires en difficultés ou les squatters/euses sont expulsés par la force. La répression ne résoudra pas les problèmes sociaux et ne saurait constituer une réponse à la recherche d'un autre mode de vie et d'habitation. Plus qu'un droit, le logement est une besoin fondamental pour chacun-e, et ne devrait pas être une source de profit.

Crise du logement, que faire?

- Si vous avez quelques économies, profitez des taux hypothécaires bas, empruntez, rejoignez les rangs des petits propriétaires et... priez de ne pas perdre votre emploi dans les 25 prochaines années!
- Si vous avez droit à un subventionné, inscrivez-vous sur des listes d'attente, et peut-être que dans 1ou 2 ans vous serez parquéEs dans des tours en périphérie avec vue sur l'autoroute (Bourdonnette, Vennes, Blécherette,...) ou sur les axes routiers ultra-pollués du centre-ville (futur complexe du Rôtillon). Belle perspective d'amélioration de la qualité de vie prônée par l'Agenda 21 de la ville de Lausanne...
- Si vous êtes vraiment dans la dèche, recourrez aux services sociaux, ce qui vous entraînera dans la spirale des tracasseries administratives, sans qu'aucune solution véritable ne vous soit proposée.
- Si vous êtes du genre citoyenniste, récoltez des signatures pour l'ASLOCA, et attendez de vous faire rétamer aux prochaines votations par un peuple de loques-à-terre qui votent souvent contre leurs propres intérêts (refus de l'initiative pour des loyers loyaux).

Non, au-delà des pistons et de la débrouille pour régler des situations individuelles, il faut construire et opposer une résistance collective face aux profiteurs de la spéculation.

Soutenir les alternatives concrètes

Le mouvement squat est une sorte d'indicateur de la combativité dans le domaine de la lutte pour le logement. A travers les dix dernières années d'une histoire lausannoise mouvementée, il a tour à tour obligé des propriétaires à rénover et à louer des bâtiments laissés à l'abandon, dénoncé la politique des terrains vagues et la spéculation, poussé à la réalisation de contrat-de-prêt-à-usage par crainte d'occupations « sauvages », et permis à des personnes de se loger pendant parfois plusieurs années dans les squats eux-mêmes. De plus, il a offert la possibilité à de nombreux groupements et associations de se réunir ou d'organiser des événements en mettant à disposition des espaces collectifs.

Ces derniers mois une forte vague répressive s'est abattue sur les milieux squats. Les squats dérangent, ils rendent visible le scandale des logements vides et de la spéculation, ils prônent par l'action directe la propriété d'usage contre la propriété privée, ils invitent tout un chacun à la grève des loyers, car les loyers sont un véritable racket légal. Dans un contexte où ils pourraient faire des émules dans la population, cela ne plait pas aux autorités.
Ces dernières mettent en oeuvre des moyens de plus en plus offensifs contre les squats sous prétexte de respect de l'état de droit: descentes de police systématiques, interventions musclées des unités spéciales, fichage, achamement juridique, intimidations, désinformation, etc.
Par cette politique de tolérance zéro, la municipalité rose-verte montre son vrai visage. Elle tente un coup de force pour museler la contestation et éradiquer les squats de la city-map. Les coups de balais peuvent cacher la poussière sous le paillasson, mais la répression ne résoudra ni la crise du logement, ni la volonté d'habiter et de vivre différemment.
Pour les locataires, soutenir les squats est important, car comme le dit l'avocat responsable de l'ASLOCA genevoise Carlo Sommaruga « aujourd'hui, on s'en prend aux squatters. Demain, on délogera sans hésitation les gens les plus prétérités de la société » (Le Courrier, 8/11/03).

Que font les autorités ?

Elles se gargarisent de quelques exemples de constructions récentes de subventionnés pour faire vibrer la fibre sociale de l'électorat (complexe grisâtre de Prélaz, projet contesté du Rôtillon ou récemment les projets de logements et parkings à Malley ou à l'avenue d'Echallens), tandis qu'elles cautionnent le marché des logements de luxe pour ne pas perdre les contribuables aisés (quartier de Cour, Beau-Séjour, Marterey, etc.).

Parallélement elles répriment toute tentative d'auto-organisation qui cherche des solutions. Le nouveau dogme des autorités pour se laver les mains des expulsions s'appelle «séparation des pouvoirs» (comprenez que l'ordre d'expulsion est un ordre juridique et non politique). Or quand un juge signe un ordre d'expulsion, c'est quand même l'exécutif politique qui choisit d'envoyer la police ou pas. Les autorités ne sont pas neutres dans ce grand jeu de Monoply puisque la loi est le plus souvent du côté des propriétaires. La relégation des questions sociales au domaine pénal est le nouvelle politique des autorités.

Les squats ne répondant pas à la légalité, seule l'Association pour le logement des jeunes en formation (ALJF) fait office d'interlocuteur reconnu aux yeux de la municipalité. Or force est de constater que la présentabilité du contrat dit « de confiance » ne suffit pas à convaincre les propriétaires à mettre leurs maisons à disposition, celles-ci restant vides. Depuis 2002, l'ALJF s'est réduite comme une peau de chagrin, malgré des actions spectaculaires, le lobbying dans la presse locale et le soutien des autorités. Ces dernières utilisent l'ALJF comme joker pour légitimer la répression des squats «sauvages», sans par ailleurs offrir grand chose aux «gentils»: avec la perte des maisons de Cour 11-13 il y a deux ans, près de la moitié des membres de l'ALJF n'ont pas été relogéEs. A chaque rentrée universitaire, il manque des centaines de chambres pour les étudiantEs.
Sans parler des personnes à bas revenus qui ne sont pas étudiantEs ou en formation, mais qui jusqu'à preuve du contraire ont aussi besoin d'avoir un toit...

La situation des petits locataires n'est guère plus enviable. La Ville se retranche derrière l'argument qu'elle ne peut pas imposer des locataires aux

A qui profite la crise?

« Pour qui cherche un logement, (la crise du logement) signifie de grosses difficultés. Pour un investisseur, cela veut dire le marché est attractif et que les prix vont rester orientés à la hausse même si la conjoncture économique faiblit. »

Le directeur d'un cabinet d'étude sur l'immobilier mandaté par la BCV en 2002

Il en est certains pour qui ce n'est pas la crise. Bernard Nicod a récemment déclaré que son entreprise est largement au-dessus de ses budgets (*24Heures*, 9/11/03). Quant au Groupe GECO, il affiche selon ses propres dires «des résultats 2003 tout simplement excellents» (*La Page* n°36, janvier 2004).

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERNAT@-INTERSQUAT-FÉMINISTE-ANTIFA-PRÉCAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

T'OKUP' n°55 / octobre 2005

www.squat.net/ea

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

Antifanews

Pas d'antifascisme sans anticapitalisme

Ces temps, les néo-nazis sont en vogue sur les écrans avec la sortie de White Terror du réalisateur Daniel Schweizer. Mais outre au cinéma, ils se sont aussi illustrés sur le terrain cet été. Sélection de quelques exemples marquants.

Les médias se sont gargarisés de la présence de 800 crânes rasés (dont environ 200 romands) lors de la fête naZionale au Grütli le 1er août. C'est pourtant moins leur présence qui a l'air de poser problème aux chantres de la démocratie libérale que le fait qu'ils aient "chahuté" le conseiller fédéral de service, ce qui n'est finalement qu'un terne remake d'une parodie désormais rituelle depuis 2000. Il est facile, pour ne pas dire utile, de pointer du doigt ce ramassis de fascistes, pour la plupart très jeunes, plutôt que de dénoncer les avatars de la politique suisse qui semble ne plus vouloir s'arrêter dans le durcissement raciste des lois sur l'asile et les entreprises sécuritaires.

Voilà 2 ans que la riposte antifasciste s'organise face au show médiatique des nazis-skins au Grütli orchestré par l'organisation extra-parlementaire NAPO et le PNOS, parti qui a réussi à faire élire quelques représentants dans des petites communes de la campagne suisse allemande sur la base d'un copier-coller à peine actualisé du programme du NSDAP des années 30.

En 2004, une manif antifasciste avait lieu à Lucerne. Pour 2005, l'Alliance pour un Brunnen multicolore et le Réseau antifasciste supra-régional avaient sollicité en vain une autorisation de manifester le 1er août à Brunnen, où les fachos se plaisent à défiler à leur retour du Grütli (T'Okup! 54). La manifestation antifa s'est donc de nouveau tenue à

(suite page 2)

Asile

La mort en exil

Le 4 avril 2005, M. R. est incarcéré à Frambois. C'est une prison. Une vraie prison. Une prison avec des murs, une prison avec des barreaux. Une prison pour l'attente. L'attente d'une expulsion. Une expulsion hors du territoire suisse. Ça s'appelle les mesures de contrainte.

M. R. est en suisse depuis environ huit ans. Il y avait déposé une demande d'asile. Il avait dû fuir l'algérie.

Après des mois d'incarcération, le 5 septembre 2005, il est emmené à l'aéroport de Genève. Les autorités suisses ont décidé de l'expulser de

refuse. A l'aéroport, il demande à parler au commandant de bord. Il lui dit calmement qu'il est expulsé, sous mesures de contrainte, et qu'il ne veut et ne peut pas rentrer en algérie.

Le commendant de bord refuse de faire embarquer M. R.

Il est ramené vers le fourgon en vue de son retour à la prison Frambois. Les personnes responsables (les garde-frontières ?) du transport entre la prison et l'aéroport le passent à tabac. Fort. Très fort.

Il est très violemment frappé : il est frappé sur l'entier de son

Asile

Le conseil d'état sous mesures de contrainte!

Sous le motif de REGULARISATION a lieu le 10 septembre une manif organisée conjointement par la Coordination asile Vaud, le Collectif vaudois de soutien au sans-papiers et le groupe des 175 requérantEs éthiopienENs et érythréENs frappéEs depuis mai 05 par une interdiction de travail. Près de 2000 personnes sont témoins de l'arrestation et expulsion du conseil d'état.

Jacqueline Maurer, à la tête du département de l'économie et une des résponsables des interdictions de travail, est la première à subir l'efficacité des deux policierEs en tenue d'intervention. Arrêtée et sifflée devant le Palais de Rumine d'où elle sort avec ses six collègues, elle est après un bref interrogatoire enfermée dans une cage tirée par un avion de la compagnie "Expulssair". Louis

(suite en dernière page)

Refuges

Une famille de requérantEs déboutEs se trouvant depuis juillet 05 au refuge de Lausanne a reçu des mesures provisionnelles de la part de la CRA (Commission de recours en matière d'asile) à Berne. Elle a pu quitter le refuge de Lausanne le 14 octobre qui a par conséquent fermé ses portes. La maison des migrations de Grandson gérée par la Coordination asile du Nord-Vaudois a pris le relais et accueillie depuis vendredi 14 octobre un

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERNAT@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

T'OKUP' n°59 / mars 2006

www.squat.net/ea

gratuit bien-sûr!

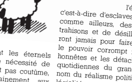
PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour ê tre régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

Elections municipales

La guerre des moutons!

Et c'est reparti pour un round de mascarade électorale. Désignez vos maîtres de façon irréversible pour les quatre prochaines années.

Comme chaque fois, les partis de tous bords nous sortent les grandes promesses depuis leurs stands qui se côtoient allégrement au marché à l'heure de l'apéro: des logements, des transports efficaces, de la sécurité, l'environnement, des emplois (fallait y penser...). Et comme chaque fois leurs relais militants et bien-pensants nous sortent les éternels discours sur l'absolue nécessité de voter. Et une fois n'est pas coutûme, on s'intéresse soudainement aux étrangers/ères, maintenant qu'ils/elles ont le droit de vote (au niveau communal seulement, faudrait quand même pas exagérer...).



Voter, déléguer nos luttes à des politichiens arrivistes par un bout de papier dans une urne, comme si c'était le seul pouvoir qui reste encore aux individu-e-s réduit-e-s à l'état de «citoyens», c'est-à-dire d'esclaves volontaires. Ici comme ailleurs, des décennies de trahisons et de désillusions ne suffiront jamais pour faire admettre que le pouvoir corrompt même les plus honnêtes et les détache des réalités quotidiennes du grand nombre. Au nom du réalisme politique, de la collégialité ou pour rattraper d'un côté l'électorat qu'elle perd de l'autre, la gauche n'a jamais fondamentalement changé grand chose, quand elle n'a pas fait passer des politiques que

(...suite page 3)

Manif anti-UDC de la Tchaux

Concerts de soutien

Deux soirées auront lieu en soutien aux 41 manifestantEs condamnéEs:
10 mars, Espace autogéré, Lausanne: René Binamé et Zeppo
11 mars, Ancienne Poste, Le Locle: René Binamé, Zeppo, Leonello Zaquini, Les Petits Chanteurs à la Gueule de Bois, Emincé de Poulet.

Petit rappel des faits:

Le 8 janvier 2005, l'UDC tenait son congrès national à La Chaux-de-Fonds. Désapprouvant la politique de l'UDC qui n'a de cesse d'alimenter la xénophobie et de favoriser la pauvreté dans notre pays, une manifestation spontanée s'est tenue à proximité de l'enceinte de Polyexpo à la fin du congrès. Elle s'est déroulée dans un esprit «bon enfant », avec des discours et des chants. Suite aux provocations de certains membres de l'UDC, quelques boules de neige furent lancées. Cette facétie se serait arrêtée là, si une partie marginale et en colère de la manifestation, n'avait momentanément débordé en lançant quelques pierres à l'insu des autres participants.

(...suite page 2)

Résistance Pont d'Aubonne

G8 EVIAN:

Appel contre le blanchiment de la police

Suite à l'acquittement des deux gendarmes qui avaient failli les tuer durant les actions de protestation contre le G8 d'Evian, en 2003, Martin Shaw et Gesine Wenzel ont décidé de faire appel du verdict rendu par le tribunal correctionnel.

Pendant le sommet du G8 d'Evian, en 2003, un groupe de militants organisait le blocage d'une autoroute, entre Genève et Lausanne, dans le but d'empêcher une délégation de poursuivre son chemin. Afin de retarder l'intervention de la police, Martin Shaw et Gesine Wenzel s'étaient suspendus à des cordes d'alpinisme du haut d'un pont surplombant une petite rivière asséchée. Les gendarmes suisses Claude Poget et Michael Deiss étaient arrivés rapidement sur les lieux, le second ne tardant pas à sectionner la corde, précipitant ainsi Martin Shaw dans une chute de 23 mètres qui aurait pu lui être fatale. La semaine dernière, le procès qui s'est tenu en Suisse sous l'œil des médias nationaux et internationaux s'est terminé par un jugement controversé, qui blanchit les deux policiers en les dégageant de toute responsabilité pour leurs actes.

Les militants ont décidé de faire appel.

«Le procès de la semaine dernière n'a été qu'une mise en scène destinée à manipuler l'opinion publique et à laver le sang qui colle aux mains des policiers, a déclaré Gesine Wenzel. Ce verdict prouve une fois de plus que la police jouit d'une impunité quasi-totale en Suisse. Il revient à leur donner un blanc-seing pour tous leurs abus et toutes leurs violences à venir. En faisant appel, nous voulons mettre en évidence que ce système est corrompu de haut en bas.»

L'avocat des deux militants, Me Jean-Pierre Garbade, a déclaré: «Les policiers sont coupables. Le plus gradé d'entre eux, Claude Poget, a commis plusieurs fautes. Il a enfreint l'ordre d'ouvrir le dialogue avec les manifestants et s'est empressé de les chasser de la route. Il n'a pas évalué la situation

(...suite page 2)

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERNAT@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

T'OKUP' n°63 / octobre 2006

www.squat.net/ea

gratuit bien-sûr!

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour ê tre régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

Occupation

Squat des Sauges: lourdement condamné-e-s pour avoir débouché les toilettes!!

Les occupant-e-s du squat des Sauges à Lausanne ont été condamné-e-s pour violation de domicile et dommages à la propriété pour avoir débouché les toilettes. Trois habitant-e-s écoppent de 45 jours d'emprisonnement ferme et deux personnes de passage devront payer 500 francs d'amende. Toutes les inculpé-e-s ont fait opposition. Cette condamnation d'une sévérité inouïe en Suisse, illustre bien la tendance de plus en plus répressive, de la société. Les SI (Services Industriels) sont eux aussi mis en cause.

Le 2 mars 2006, nous avons occupé une maison au chemin des Sauges 9 à Lausanne (cf T'ok'up n° 59). La maison était vide depuis deux ans et vouée à la démolition. Nous avons aménagé le bâtiment pour y habiter de manière communautaire et alternative et ce jusqu'au début des travaux de démolition-construction. Dès le premier jour et à de nombreuses reprises, nous avons tenté d'entamer des négociations avec les propriétaires en vue d'un contrat de confiance. Mais il-les ont déposé une plainte pénale pour violation de domicile et dommages à la propriété.

Début mai, une descente de vingt à trente policiers (police municipale, judiciaire) identifie cinq personnes sur place, trois habitantEs et deux personnes de passage (cf T'ok'up n° 61). S'ensuit une requête de mesures d'urgence adressée par les propriétaires au Tribunal d'Arrondissement demandant l'évacuation dans les 48 heures. Le Juge refuse ces mesures suite à une audience le 1er juin, statuant que la maison ne présente pas de danger immédiat pour les occupant-e-s et que l'occupation en cours n'altère aucunement les projets de vente de la parcelle. Comme prévu, le 30 juin l'agence immobilière du Léman SA devient propriétaire. Pourtant, invoquant notre présence, cette dernière aurait refusé de payer la totalité du prix de vente, fixé préalablement dans une promesse de vente. Et ces fourbes nous accusent d'être des gentes sans parole!

Les ancien-ne-s proprios (conseillé-e-s par Maître Osojnak) ont donc déposé plaintes pénale et civile contre les SI (Services Industriels) pour violation de domicile et dommages et intérêts, leur réclamant la perte sur le prix de vente. Cette avocate, mandatée entretemps par la Léman SA, aurait-elle omis de signaler à ces ancien-ne-s client-e-s que c'est à la Leman S.A qu'ils et elles doivent réclamer leurs «manque à gagner» et non pas aux S.I.? Quoiqu'il en soit, les SI

(...suite en page 2)

G8 Evian 2003

Dernier recours rejeté dans l'affaire du Pont de l'Aubonne contre la police

Le Tribunal cantonal entérine l'impunité de la police en Suisse.

Sept mois après l'acquittement par la justice des policiers qui avaient failli tuer deux militants anti-G8, en 2003, le Tribunal cantonal de Vaud a rejeté aujourd'hui le recours déposé par Martin Shaw (Grande-Bretagne) et Gesine Wenzel (Allemagne).

Aujourd'hui, le verdict pour le moins choquant qui avait innocenté Claude Poget (Vaud) et Michael Deiss (Schaffhouse) le 17 février dernier a été entériné par le Tribunal cantonal de Vaud.

La vie de Gesine Wenzel avait été sauvée in extremis grâce à la présence d'esprit des manifestant-e-s chargés d'assurer sa sécurité, qui avaient retenu le bout de la corde d'alpinisme que le gendarme Deiss venait de sectionner. La jeune femme a déclaré: « J'espère seule-

(...suite en dernière page)

Communiqué de presse

Action contre les caméras du collège du Gd-Pont à Lutry

Dans la nuit du 18 au 19 septembre, nous avons placé sur les objectifs de quelques caméras de video-surveillance du collège du Grand-Pont à Lutry des autocollants évoquant l'œil impersonnel et intrusif de ces engins.

Par cet acte, nous dénonçons l'emprise croissante du contrôle social sur les individus, dès l'enfance. Ce système apparente la cour d'école à une cour de prison, habituant dès le plus jeune âge chacun-e à être observé-e en permanence et faisant de chaque personne un-e criminel-le potentiel-le.

Nous dénonçons la manière unilatérale et autoritaire dont ce système a été mis en place, sans concertation ni débat avec celles et ceux qui y sont directement soumis-es, les élèves et les enseignant-e-s. Aucune instance ou autorité, qu'elle soit policière, travailleur-se-s sociaux-ales

(...suite page 3)

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERNAT@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

T'OKUP' n°68 / automne 2007

www.squat.net/ea

gratuit bien-sûr!

PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

Autoconstruction au centre-ville

Habitat autonome et écologique

La construction d'une maison en bottes de paille a commencé vendredi 24 août au centre-ville de Lausanne. Le chantier avance vite, mais les autorités ne le voient pas d'un bon oeil...

Le collectif S'traw d'la Bale a occupé une partie inutilisée du parc situé derrière l'Espace Autogéré, av. César-Roux 30, pour construire une maison en bottes de paille. Le plancher et les murs de paille ont été montés en 3 jours, et la construction du toit est bien avancée, grâce aux nombreuses personnes qui sont venues y participer. La municipalité de Lausanne a déjà demandé la démolition avant la fin de la semaine. Quelques jours plus tard, il a fallu empêcher l'entreprise de démolition de démonter la maison. Actuellement, le chantier se poursuit. L'occupation sauvage est aussi une manière de dénoncer la spéculation foncière qui rend possible des prix du terrain supérieurs à 1000.-/m2, les banques qui empochent les intérêts, les normes favorables au lobby du béton, bref à l'impossibilité de construire bon marché. Bizarrement, Lausanne se vante de sa politique de «développement durable» (comme tout le monde) mais dès qu'une expérimentation réellement innovante (techniquement et socialement) se crée hors de son contrôle, on tente de la tuer dans l'oeuf. Plus on sera de fous et de folles, mieux on réussira à montrer que l'autonomie est possible, que la ville peut échapper à la loi du fric, que l'exploitation de la planète n'est pas une fatalité! Viens toi aussi autoconstruire avec nous!

Collectif S'traw d'la Bale

››› **Voir aussi en page 2**

Soutenez l'autoconstruction!

Actuellement, la maison en paille bénéficie d'un répit: la municipalité prépare un "dossier juridique". Nous avons été touché-e-s par le soutien massif que nous avons reçu de toutes parts et comptons sur un tel soutien pour pousser la municipalité à accepter notre présence sur ce terrain. Nous avons donc besoin de votre participation, voici quelques moyens par lesquels vous pouvez le faire:

- Aider aux travaux ou à la préparation des repas.
- Signer notre pétition de soutien, récolter des signatures au marché.
- Envoyer notre lettre-type de soutien, ou votre propre lettre, à la municipalité pour signifier votre soutien au projet.
- Devenir membre du comité de soutien.
- Passer nous voir, dire à vos ami-e-s de passer, ça fait toujours plaisir! Documentation disponible sur place.

Contact: autoclausanne@no-log.org

Comité de soutien à la maison de paille, c/o association Alkemia (KABAK), pl. du Vallon 18, 1005 Lausanne

Lausanne

Wanted : squats dead or alive

Alors que les merdias dominants éructent contre les squatteureuses de Rhino ou de la Tour à Genève qui ont l'outrecuidance d'empêcher les propriétaires légaux de réaliser leurs projets avalisés par un permis de construire, à Lausanne, des anciens squats prouvent qu'une telle autorisation ne s'accompagne pas automatiquement du début effectif du chantier.

L'histoire du **squat de la RiPoste** n'est plus à présenter: évacué deux fois début 2004, il est resté vide et muré plus de trois ans, jusqu'à ce que récemment des travaux de démolition commencent, sans que pour autant un projet de construction ne pointe le bout de son mufle... La Poste (507 millions de francs de bénéfices au premier semestre 2007, notamment grâce à la vente d'immeubles), propriétaire de la parcelle, invoquait pourtant au moment de l'évacuation un permis de construire et le prochain début des travaux pour justifier le recours à la force.

Le cas du **squat des Sauges** est lui aussi emblématique. Fin mars de cette année, un juge prononce des mesures d'extrême urgence et laisse quatre jours aux habitant-e-s pour quitter leur lieu de vie. Raison invoquée: toujours le permis de construire qui vient d'être accordé et un devis d'une entreprise de démolition. Les squatteureuses refusent ce délai, mais décident de partir après 10 jours. Il faut dire que les menaces de prétention civile à hauteur de 30'000 francs et la condamnation à 45 jours de prison ferme étaient déjà suffisamment lourdes pour ne pas avoir encore à se frotter à un lâcher de chiens de garde...!

La maison qui abritait le squat des Sauges a bel et bien été démolie dans les jours qui ont suivi le déménagement, mais pour faire place à un terrain vague. Le chantier de construction a commencé il y a peu, soit plus de trois mois plus tard. Ce départ précipité ne se justifiait donc aucunement et un délai raisonnable aurait très bien pu être laissé aux squatteureuses. La justice s'est une fois de plus empressée de se ranger du côté de la spéculation immobilière, au détriment de celles et ceux qui souhaitent développer des formes de vie

(...suite en page 2)

n°72 t'okup

n°72 mars avril 2008
gratuit bien-sûr !
www.squat.net/ea

LOGEMENT | GENÉVE

Les mal logé-e-s s'organisent dans les quartiers de Genéve

... page 5

ÉCOLOGIE | ALUMINIUM

Alcoa en islande ... page 4

MANIFS ANTI-WEF

Fouilles ou abus sexuels

... page 5

Incendie de la maison de paille : **retour sur les évenements**

Un incendie a ravagé la maison de paille de Lausanne le 21 décembre à 4h00 du matin. Les deux personnes qui y dormaient ont pu sortir rapidement, brûlées au deuxième degré. Le feu s'est propagé à partir d'un coin de la maison, éloigné du poêle et accessible par en-dessous. C'est cet endroit précis que les habitants ont vu brûler en premier : il présentait un segment de poutre exceptionnellement atteint. Des analyses chimiques mandatées par le collectif ont révélé des traces d'essence à proximité (éléments lourds non volatils). Aucun produit pétrolier n'étant stocké là avant l'incendie, la seule hypothèse crédible est celle d'un « accélérateur » placé et enflammé à cet endroit pour incendier la maison.

L'enquête

L'enquête a été instruite dès le premier jour sous la très douteuse forme « sommaire », qui juridiquement s'applique à des cas bénins. Il n'y a eu aucune expertise scientifique, ni de la police ni des pompiers. Le juge d'instruction a renoncé à utiliser l'IPSC (police scientifique) et les chiens policiers sous des prétextes fallacieux et absurdes. Une plainte contre inconnu a été déposée quelques jours plus tard. Cependant, le juge n'a pas jugé bon de faire quoi que ce soit (appel à témoins, analyses…) avant que le collectif n'annonce dans la presse ses propres éléments et ne dénonce l'inexistence de l'enquête. Depuis, les seules auditions passées l'ont été sur notre demande. Des prélèvements ont été (tardivement) effectués par un laboratoire officiel, mais n'ont pas encore été analysés. Autant dire qu'on peine à croire que la justice n'arrive un jour à une conclusion à laquelle elle n'a visiblement pas envie d'aboutir.

Où l'on voit dans quelle irréalité se joue le cirque politicien…

Le jour apres l'incendie, avec un opportunisme politique à peine masqué et une empathie feinte, le syndic D.Brelaz declarait maintenir la proposition de terrain au collectif, issue jusqu'à lors presentée en susucre pour sortir de la « crise » maison de paille. Puis, sautant sur le premier os a ronger (une audition pourtant confidentielle de l'enquête) la Municipalité crie à l'incompétence et au mensonge, pour justifier un revirement total de sa position, en nous insultant au passage. Tentant de discréditer l'entier de la démarche et les compétences des spécialistes qui soutiennent le projet, la Municipalité rompt alors toute « négociation ».

... page 2

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)
PRESENTATION: Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

n°75 t'okup

OCTOBRE 2008 - www.squat.net/ea - Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs

Animal politique :
La taupe de Securitas dans le mouvement antispéciste en Suisse

Avec la confirmation de l'infiltration de « Shanti Muller » dans le milieu alternatif tombe une autre nouvelle : celle de sa présence dans le réseau de luttes pour l'égalité animale en Suisse, et principalement en Romandie. De 2004 à ce jour, « Shanti » est présente à des manifs et réunions, et surtout sur internet où elle participe à des listes de discussion, d'organisation et reçoit quasi toutes les informations des différents groupes militants. Se présentant comme une fan de molosses, particulièrement touchée par les causes canines, elle apparaît lors d'une manif antivivisection devant Serono (Genève) en octobre 2004, alors que le réseau animaliste suisse est à peine naissant. Durant la période où ce réseau se structure en collectifs, associations et campagnes, elle reste en contacts réguliers avec ses différent-e-s acteurs-trices, toujours très intéressée et motivée, quoique peu présente physiquement lors des actions,.

Le cas autrichien (cf. pages 2-3) nous invite à ne pas prendre à la légère ce type d'infiltration dans le mouvement de libération animale, qui, s'il est pourtant encore fréquemment confondu avec les « amis des animaux » (terme faisant référence dédaigneuse à des personnes soucieuses

... suite en page 2

Les infiltrations de sécuritâche ... page 2-3

... sur les cendres de la maison de paille ... page 3

Saving l'iceland ! Camp 2008... page 5

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)
PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

n°76 t'okup

death-ambre 2008
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs
www.squat.net/ea

"L'ÉTAT TUE. VOTRE SILENCE LES ARME. OCCUPATION DE TOUS LES ÉDIFICES PUBLICS, MAINTENANT. OCCUPATION DE LA MAIRIE DE AGIOS DIMITRIOS"

Une brochure intitulée « Émeutes, amour & anarchie ...l'insurrection qui vient de Grèce » vient de paraître aux Éditions T'okup ! : des entrevues et plusieurs textes à propos du soulèvement en cours.

État terroriste

Le 11 novembre 2008, des arrestations et perquisitions ont eu lieu à Tarnac, Rouens et Paris à la suite d'une enquête sur des sabotages sur des lignes de train prétendument commis par la « mouvance anarcho-autonome ». Dix personnes ont été placées en garde-à-vue «antiterroriste» et jetées en pature à la presse. L'affaire semble pourtant se dégonfler et constituer surtout une opération d'intimidation et d'avertissement contre les mouvements sociaux. En attendant d'avoir plus d'informations, nous encartons dans ce numéro des premiers éléments d'analyse (texte La Caténaire qui cachait la forêt, 23 novembre par des précaires).

D'Exarchia à Tarnac, à bas la démocrature, son état et sa flicaille !! On a toujours raison de se révolter!

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)
PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

n°83 t'okup

mars 2011 - www.squat.net/ea
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs

Nucléaire et nécrotechnologies

Les nano-bio technologies et le nucléaire constituent la réponse technique du système capitaliste actuel pour dépasser ses propres contradictions et limites. Une tournée d'information se déroule en Suisse ces jours. Sur le même sujet, nous publions aussi un texte du collectif PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE *qui était présent à l'Espace autogéré l'année dernière.*

... suite pages 4 et 5

MAISON DE PAILLE

L'incendie n'était pas accidentel

... page 6

MIGRATION

Révolution au Maghreb et Proche-Orient

... page 3

SQUAT

Luttes à Fribourg et Genève

... page 2

LOGEMENT

Scandales médiatiques à deux balles

... page 7

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)
PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

n° 84 t'okup

juin 2011 – www.squat.net/ea
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs

Salade et résistance

Tout a commencé le dimanche 17 avril, à 11 h tapantes. Malgré les coups de fil menaçants de la police genevoise, plus de deux cents personnes se sont retrouvées du terminus du bus 23, en plein coeur de la zone industrielle de Plan-les-Ouates. Entre les immeubles de verre des compagnies horlogères s'étendait un champ en friche de trois hectares. Nous étions là pour redonner vie, pour une journée au moins, à ce champ abandonné depuis trop longtemps. L'occupation de cette parcelle s'inscrivait dans le cadre d'un mouvement international de luttes paysannes et de réappropriation de terres, un combat de longue haleine contre l'industrie agroalimentaire.

... suite page 4

ANTI-CARCÉRALE
Lettres aux personnes incarcérées *... pages 2 et 3*

SEXISME
Les Violences sexistes dans nos milieux *... page 5*

ECOLOGIE
Ça gaze *... page 6*

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

n° 87 t'okup

juin 2012 – www.squat.net/ea
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs

Squat de Coppet
Nous sommes toujours là *... page 4*

L'État assassine et criminalise la solidarité *... page 7*

Appels No Borders, No Nations *... page 8*

Agenda *... page 10*

Marche européenne des sans–papiers et migrant·e·s du 2 juin au 2 juillet 2012

La Coalition Internationale des Sans-papier.ère.s et migrant.e.s (CISPM) appelle toutes les coordinations de sans-papiers et migrant·e·s, les associations, les syndicats, les mouvements sociaux, [etc.] et tout·e·s les citoyen·ne·s à se joindre à elle pour participer à la MARCHE EUROPÉENNE DES SANS – PAPIERS ET MIGRANT·E·S qui aura lieu du 2 juin au 2 juillet 2012.

... suite page 2

AGENDA-JOURNAL INTERSTICIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. **Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne**

n° 91 t'okup

novembre 2014 – paraît irrégulièrement
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs – www.squat.net/ea

Dans ce numéro :

ANTI-SEXISME
Action à Lausanne contre le masculinisme

TECHNOCRITIQUE
Avec le Rat-machine, en route vers l'ère bionique !

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
Soutenir les mouvements de base en Syrie

SQUAT
Le Désert fêtera-t-il ses 10 ans?

ENTOMOLOGIE
Gaffe aux punaises de lits

JUSTICE D'ABATTAGE

Comment le tribunal de Fribourg légitime les meurtres policiers

Le décor en disait long sur ce qui se tramait dans les premiers jours d'octobre au Tribunal de Fribourg. Deux personnes comparaissaient de part et d'autre d'un paravent pour déterminer les « circonstances » de la mort de Sébastien Casser, abattu d'une balle dans la tête le 18 avril 2010. D'un coté Yunus, le conducteur d'une *Audi RS6* prise en chasse par les flics du canton de Vaud. De l'autre, Gregory Lambert, le tireur-tueur, accompagné de son supérieur Starenberg, le poseur de herse au beau milieu du tunnel de Sevaz sur l'A1.

Aux abords du tribunal, la police patrouille : des agents en civil et en uniforme. Pas de dispositif anti-émeute mais une certaine tension est palpable. Un jeune homme venu assister au procès se fait salement contrôler et sa voiture est fouillée de fond en comble. Dans le hall, deux policiers dévisagent les gens venus assister au procès, plus haut les entrées sont filtrées par une demi douzaine de flics, refoulant quelques personnes au prétexte que la salle serait trop petite. L'habituelle manœuvre de tri.

Pendant ce temps, Lambert entre et sort de la salle d'audience par une autre entrée. Idem pour le bâtiment du tribunal dont il est tous les jours exfiltré sous protection policière dans une voiture banalisée aux vitres teintées.

La salle d'audience est à l'étage ; au deuxième check-point les flics fouillent et passent au détecteur de métaux tout ce qui ne ressemble pas à un collègue. Si tu sors pisser, re-fouille ; aller fumer une clope même sans quitter leur champ de vision implique encore une nouvelle fouille. Pour tester, tu fais deux mètres dans le couloir puis tu re-rentres, fouille à nouveau.

La porte par laquelle Lambert entre et sort est la même que celle qui est réservée au juge. On commence à comprendre.

Aucune gestion de flux n'est neutre. Elle opère un tri, une séparation. Ici juge et flics d'un coté, la plèbe de l'autre, sous le regard des journalistes. Une population à risque encadrée, surveillée, observée.

Face à l'estrade centrale où siègent cinq magistrats, la salle est coupée en deux par un paravent dont les accrocs ont été soigneusement rescotchés. D'un côté, celui dont on ne verra rien, on trouve les deux policiers incriminés mais soigneusement dissimulés, et sans doute, certains de leurs collègues et amis et leurs avocats. De l'autre encore des flics en civil et en unicats. De l'autre encore des flics en civil et en uniforme veillant à ce que personne ne s'approche du paravent (précieuse séparation). Yunus est suivi comme son ombre à l'intérieur de la salle par un policier qui lui semble dédié. Un portier place les gens, chacun à leur place : devant Yunus son chaperon et les avocats. Derrière la famille et les proches de Sébastien. Sur le côté et au fond les journalistes scrutent les réactions, les « émotions » à saisir sur le vif.

... suite page 2

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

n° 94 t'okup

Printemps 2016 – apériodique depuis 2000
Le gratuit qui ne te vend pas aux annonceurs – www.squat.net/ea

Importance de la non-mixité en milieu militant

Le sexisme, le racisme, les LGBTIQAPphobies[1] et autres oppressions sont combattues par un partie du milieu militant dans la «société». Pourtant un phénomène étrange se produit souvent : lorsque ces oppressions sont dénoncées et affrontées au sein du milieu par les personnes concernées, ielles se retrouvent souvent confronté·e·s à un mur d'incompréhension ou pire, de rejet et de silenciation. Pour la compréhension des termes spécifiques, se référer au lexique de la page 3.

Aussi dans ce numéro :

AVORTEMENT
Contre manif « 6e marche pour la vie »

HUMOUR MILITANT
Un humour non-oppressif

HONDURAS
Militant·e·s assassiné·e·s

MIGRATION
Collectif Jean Dutoit
Collectif R

TECHNOLOGIE
Biologie de synthèse

SQUATS
Judiciaire : le cas clair
Collectif de l'Avenir / Videnges / Yes! / la Comète

Milieu militant et sexisme ne sont de loin pas incompatibles, qu'il s'agisse de détails ou de violences, le sexisme s'infiltre et s'épanouit partout. Le milieu militant semble s'accorder sur les ennemis numéro 1, les flics et les fachos. Si les flics et les fachos sont nos ennemis, ils n'ont pas le monopole de l'oppresseur·euse. Qu'implique cette « pseudo unité d'ennemi » qui nous réunirait toustes ? Elle implique que les personnes opprimé·e·s qui dénoncent des actes/paroles sexistes sont silencié·e·s : pas de chance, si ces comportements problématiques ne viennent pas d'un flic ou d'un facho, la rage est irrecevable, vous ne serez pas écouté·e·s parce que vous vous êtes trompé·e·s d'ennemi·e·s.

Quand on n'est pas un mec-cisgenre, on n'a pas le droit à l'erreur, pas en tant que militant·e et encore moins en tant que féministe. On n'a pas le droit d'être «moyen·ne». Pour pouvoir faire quelque chose, il faut se battre pour gagner sa place : on doit constamment montrer qu'on est légitime à faire ce qu'on fait. On ne peut pas essayer de visser des trucs sans se choper une remarque paternaliste, il faut jouer des coudes en jam pour pouvoir atteindre la batterie (et on a intérêt à savoir vraiment bien jouer si on veut échapper aux sourires condescendants), chopper le mégaphone en manif devient une performance, prendre la parole dans une discussion mérite des applaudissements, tout comme bosser en chantier, tandis que passer du temps en milieu festif sans se faire agresser sous prétexte de drague semble être impossible.

On a envie d'explorer d'autres manières de lutter pour permettre à tous et toutes de le faire à sa façon. Les valeurs virilistes, la force ou la violence, ne sont pas les seules réponses possibles, ça ne veut pas dire qu'elles sont fondamentalement mauvaises, mais laissons à chacun·e la possibilité d'user ou non de violence sans rapporter cela à son genre, sans valoriser l'un ou l'autre, on fait ce qu'on peut. Il est d'ailleurs marrant de remarquer au passage que toutes les caractéristiques considérées comme « masculines » dans notre société sont valorisées, alors que celles considérées comme féminines ne sont pas reconnues. On s'extasie sur les black blocks, mais souvent personne ne pense à qui a fait la bouffe qu'on sert à la fin de la manif? En gros si vous voulez être de bon·ne·s militant·e·s soyez un mec ! Et si vous pouvez pas, qu'importe la raison, vous n'avez pas votre place dans les divers milieux militants. Mais attention, si vous utilisez la rage ou la violence pour dénoncer le sexisme ou l'homophobie, vous ne serez pas légitimes (vous vous êtes trompé·e·s d'ennemi·e·s, rappelez vous) et avec un peu de chance, vous serez la nouvelle hystérique de service. Alors, bien sûr qu'il y a des exceptions, des personnes qui essaient de ne pas perpétuer ces schémas, qui ne les cautionnent pas, mais ici c'est un système, une structure oppressive que nous dénonçons et pas des personnes, d'où le fait que nous utilisons des généralités (tirées de nos vécus, quand même). En réponse aux oppressions ordinaires que nous subissons tous les jours, des groupes non-mixtes se créent.

...suite en page 2 et 3

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

Lectrice et lecteur novice ou de longue date, voici le dernier numéro de ce journal, exceptionnellement en format brochure et en tirage laser. Il fut un temps où nous espérions atteindre symboliquement le centième numéro pour prononcer l'auto-dissolution, à moins que des velléités tangibles de relève ne se manifestent, ce qui n'a été le cas ni avant ni après le dernier numéro paru en automne 2016. Les vingt ans de ce journal offrent donc un autre prétexte, en lieu et place d'anniversaire (le numéro 0 est paru en février 2000).

De nombreuses publications disparaissent sans préavis et d'autres après une longue agonie qu'il vaudrait parfois mieux abréger. Comme le dit le retournement de formule « Mieux vaut couler en beauté que flotter sans grâce », nous tenons à choisir le quand et le comment de notre fin. Cela permet au moins de dresser une proposition de bilan et passer à d'autres projets, qui sait.

Après un rappel du contexte historique des années 1990 et 2000, ce texte développe les questions très concrètes qui se posent pour la fabrication d'un journal à partir de notre propre « étude de cas », en doublant ces considérations techniques de quelques analyses sur l'évolution du contexte, l'apport des publications aux mobilisations et le rapport à l'histoire des luttes.

• • •